



FACULTÉ DES AFFAIRES INTERNATIONALES

MEMOIRE

TUTRICE : MME. BÉNÉDICTE MARTIN

ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX DE PORT-JÉRÔME-SUR-SEINE

ETUDIANTE : LORIBETH CRISTINA PRUDENCIO RODRIGUEZ

25 septembre 2024

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Mme Bénédicte MARTIN, ma tutrice de stage, qui m'a accueilli comme stagiaire à l'Université Le Havre Normandie et à la Mairie de Port-Jérôme-sur-Seine, ayant fait confiance à l'université pour la réalisation de l'Analyse des Besoins Sociaux, en commençant par l'élaboration d'un portrait statistique.

Je souhaite également exprimer mes remerciements les plus sincères aux équipes pédagogiques et administratives du Master Ingénierie de Projet en Économie Solidaire et Développement de l'Université Le Havre Normandie pour tout ce que j'ai pu apprendre au cours de cette formation.

Enfin, je remercie particulièrement ma famille et mon fiancé pour leur soutien inconditionnel.

Table des matières

1	Introduction	3
2	Analyse des besoins sociaux	4
2.1	Définition	4
2.2	Les acteur clés	5
2.2.1	Mairie Port-Jérôme-sur-Seine	5
	Centre Communal d’Action Social (CCAS)	5
2.2.2	Economie sociale et solidaire	6
3	Mission	7
3.1	Présentation	7
3.1.1	Problématique	7
3.1.2	Objectifs	7
3.2	Développement	8
3.2.1	Etapes	8
3.2.2	Sources	11
	Insee	11
	Cafdata	12
	France Travail	13
	FILOSOFI : Fichier Localisé Social et Fiscal	14
3.3	Résultats du travail effectué	15
3.3.1	Contexte général	15
3.3.2	Les familles	18
3.3.3	Les enfants	22
3.3.4	Les jeunes	25
3.3.5	Les ménages sans enfant	27
3.3.6	Les seniors	28
3.3.7	Population fragiles	29
3.3.8	Les acteurs économiques	30
3.3.9	Mobilité	38
4	Conclusion	41
	Bibliographie	43
	Annexes	44

1 Introduction

Le présent mémoire représente le travail réalisé durant mon stage au sein du laboratoire EDEHN. L'objectif principal de ce stage était de débiter l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) de la commune de Port-Jérôme-sur-Seine par l'élaboration d'un portrait statistique. Ce dernier a nécessité la collecte de données provenant de diverses sources officielles ainsi que l'analyse approfondie de ces informations.

Pour réaliser ce portrait statistique, une réflexion préalable a été menée sur le processus à suivre. Un cadre de travail a ainsi été défini, permettant de structurer le projet autour des objectifs fixés et d'identifier les thématiques à aborder, telles que le contexte général, les familles, les enfants, les jeunes, les seniors, la population vulnérable, les acteurs économiques et la mobilité. La collecte de données s'est ensuite concentrée sur l'obtention de sources officielles et fiables. Enfin, une analyse de ces données a été réalisée, incluant des comparaisons temporelles et géographiques avec deux autres territoires : la région et le pays, offrant ainsi une compréhension plus précise de la situation de la commune.

Enfin, ce stage m'a permis de développer mes compétences analytiques, d'utiliser des outils professionnels tels que la recherche documentaire, les programmes d'analyse de données, et d'améliorer ma capacité à travailler en autonomie, tout en consolidant mes compétences dans la gestion de projet.

2 Analyse des besoins sociaux

2.1 Définition

L'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) est un outil fondamental pour évaluer et adapter les politiques sociales à l'échelle locale. Les besoins sociaux se définissent comme les besoins collectifs d'une population diverse, auxquels les élus doivent répondre de manière concrète (Ithéa, 2024). Dans un contexte où la demande sociale est en constante augmentation et où les dépenses publiques doivent être gérées avec parcimonie, l'ABS devient un outil incontournable pour orienter les décisions politiques et administratives (Collinet-Ourthe et Carassus, 2016).

La détermination des besoins sociaux est une étape préalable essentielle avant d'engager toute action sociale. Pour systématiser ce processus, un décret du 6 mai 1995 a imposé aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS/CIAS) de mener une analyse annuelle des besoins de la population, en tenant compte des différents groupes comme les familles, les personnes âgées, les jeunes et les personnes handicapées. Cependant, depuis la loi de juin 2016, cette analyse peut désormais être effectuée « dans l'année civile suivant le renouvellement général des conseils municipaux », tout en permettant aux CCAS de réaliser des analyses supplémentaires en cours de mandat (Ithéa, 2024).

L'importance de l'ABS réside dans sa capacité à fournir des données et des analyses précises qui servent de base pour concevoir des plans d'action adaptés. Plutôt que de se lancer dans des actions au hasard, les décideurs peuvent s'appuyer sur les résultats de l'ABS pour développer des stratégies ciblées qui répondent aux besoins spécifiques de la population. Cette approche permet non seulement de mieux répondre aux attentes des citoyens, mais aussi de prévenir les problèmes sociaux avant qu'ils ne deviennent critiques (Ithéa, 2024).

L'ABS est également une démarche systématique, rendue obligatoire par la loi depuis 1995 et renforcée par des décrets ultérieurs. Elle favorise la coopération entre différents acteurs sociaux comme les centres communaux d'action sociale (CCAS), les associations et les services sociaux. Cette coopération est essentielle pour garantir que les actions mises en place sont bien coordonnées et efficaces. L'ABS aide donc à créer une synergie entre les différents acteurs et à maximiser les ressources disponibles (Ithéa, 2024).

En ce qui concerne la méthodologie de l'ABS, elle comprend plusieurs étapes importantes. Tout d'abord, il est nécessaire de définir les objectifs de l'analyse en prenant en compte les particularités du territoire et les besoins identifiés. Cela peut impliquer des discussions avec différents acteurs et une étude approfondie des problèmes spécifiques rencontrés par la population.

Ensuite, la collecte de données joue un rôle crucial. Il s'agit de rassembler des statistiques existantes, de consulter les rapports d'organismes spécialisés et de réaliser des enquêtes auprès des habitants. Ces données permettent de dresser un portrait précis de la situation sociale sur le terrain. Pour compléter les données quantitatives, des interviews et des questionnaires peuvent être utilisés pour obtenir des retours plus détaillés et nuancés des usagers (Collinet-Ourthe et Carassus, 2016).

La dernière étape consiste à traiter et à présenter les données de manière claire et accessible. Le rapport final doit synthétiser les résultats de l'analyse et fournir des recommandations concrètes pour ajuster les politiques sociales. Ce rapport est ensuite soumis au Conseil d'Administration pour validation, permettant ainsi aux décideurs de mettre en œuvre des actions basées sur des informations solides et bien argumentées (Collinet-Ourthe et Carasus, 2016).

2.2 Les acteurs clés

2.2.1 Mairie Port-Jérôme-sur-Seine

Port-Jérôme-sur-Seine, située dans le département de la Seine-Maritime, est une commune nouvelle créée en 2016 suite à la fusion de quatre communes : Notre-Dame-de-Gravenchon, Touffreville-la-Câble, Auberville-la-Campagne et Triquerville. Cette union avait pour but de renforcer l'administration locale tout en respectant l'identité propre de chaque commune d'origine. La commune fait partie de la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo.

Sur le plan démographique, Port-Jérôme-sur-Seine comptait 10 387 habitants en 2021, avec une répartition équilibrée entre 5 075 hommes (49 %) et 5 312 femmes (51 %), selon l'INSEE.

L'économie de la commune repose essentiellement sur l'industrie pétrochimique, avec la raffinerie de Port-Jérôme-Gravenchon au cœur de l'activité locale. Cette raffinerie, l'une des plus importantes de France, génère environ 2 150 emplois directs (actu.fr, 2024). En plus de ces emplois, l'industrie entraîne un grand nombre d'emplois indirects et induits, ce qui fait de l'industrie pétrochimique un pilier économique essentiel du territoire.

Sur le plan social, la commune s'est engagée à réduire les inégalités sur son territoire, en œuvrant pour l'amélioration de la qualité de vie des populations les plus vulnérables. C'est dans ce cadre que sa politique sociale a lancé plusieurs programmes avec le soutien de son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) est un établissement public administratif qui joue un rôle essentiel dans l'accompagnement des habitants en situation de précarité ou de difficulté sociale, notamment les familles, les personnes âgées, les chômeurs et les personnes en situation de handicap. Le CCAS propose des services variés, allant des conseils sur les droits sociaux à l'orientation vers des partenaires locaux, ou encore une prise en charge directe. Il est particulièrement actif dans la lutte contre l'exclusion, avec des aides alimentaires, et dans le soutien au logement, en particulier pour les personnes âgées et les familles en difficulté.

Le CCAS, présidé par le maire de la commune, est géré par un conseil d'administration composé d'élus locaux et de personnes compétentes dans le domaine de l'action sociale. Depuis 2016, les CCAS ont l'obligation de réaliser une ABS après chaque renouvellement des conseils municipaux. (Ithéa, 2024)

Dans ce cadre, le CCAS de la commune a mis en œuvre une ABS actualisée, avec comme principal partenaire l'Université Le Havre Normandie. Cette collaboration marque l'importance de l'université dans l'élaboration d'un portrait statistique qui collectera et analysera des données sociales provenant de différentes bases. Ces données seront ensuite interprétées afin d'orienter les décisions des autorités locales.

Le CCAS s'engage pleinement à améliorer la politique sociale de la ville en mobilisant les connaissances académiques pour mieux comprendre les besoins sociaux et y répondre de manière adaptée.

2.2.2 Economie sociale et solidaire

Le concept d'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, de mutuelles, d'associations ou de fondations, dont le fonctionnement interne et les activités reposent sur les principes de solidarité et d'utilité sociale (Ministère de l'Économie, 2024). Ces entreprises se distinguent par des modes de gestion démocratiques et participatifs, où les décisions sont prises de manière collective et où l'intérêt général prime sur le profit individuel. Les bénéfices réalisés ne sont pas distribués entre les membres, mais réinvestis pour assurer le développement de l'activité. De plus, ces structures bénéficient souvent de financements publics partiels, ce qui souligne leur ancrage dans l'économie locale et leur contribution à l'intérêt général (Ministère de l'Économie, 2024).

Dans la commune, l'économie sociale et solidaire se concrétise notamment à travers le Pôle d'économie sociale et solidaire, porté par Caux Seine agglo sous le nom de Soli'Seine, qui regroupe diverses entreprises engagées dans cette démarche. (Mairie de Port-Jérôme-sur-Seine, 2024) Parmi elles, on trouve CLIPS Ressourcerie, un chantier d'insertion qui dispose d'un espace de vente de produits de seconde main, où l'on peut trouver des objets variés comme des meubles, de la vaisselle, ou encore du matériel électronique. Ce projet illustre parfaitement comment l'ESS peut répondre aux enjeux environnementaux et économiques locaux en offrant une seconde vie aux objets.

Un autre acteur clé est Brotonne Environnement, également un chantier d'insertion, qui se spécialise dans le maraîchage bio et la transformation de légumes. Les produits cultivés sont vendus dans l'espace mutualisé de Soli'Seine et proposés sous forme de paniers à travers la marketplace de Caux Seine agglo. Ils sont également utilisés dans les cantines scolaires, renforçant ainsi les liens entre l'économie sociale et la communauté.

Le Fab-Lab, géré par Caux Seine Développement, est un laboratoire de fabrication numérique mis à disposition des particuliers, des associations et des entreprises. Grâce à une équipe de bénévoles et à un fab manager, ce lieu favorise l'entraide et la créativité à travers des machines comme la découpeuse laser ou l'imprimante 3D, permettant à chacun de concrétiser ses projets.

Enfin, le Garage social 2M Solidaires offre la location de véhicules à bas prix pour les bénéficiaires de minima sociaux, tout en gérant un atelier de réparation participatif. Ce garage contribue à une mobilité accessible à tous, renforçant l'inclusion sociale à l'échelle

de la commune.

L'importance de l'économie sociale et solidaire dans la politique sociale de la commune est évidente. Grâce à des initiatives telles que Soli'Seine, l'ESS joue un rôle actif dans le développement local et offre des solutions concrètes aux problématiques sociales. Dans ce contexte, l'ESS apporte de nouvelles perspectives pour traiter des enjeux actuels, notamment à travers l'ABS, un outil essentiel pour améliorer la prise de décisions en matière de politiques sociales.

3 Mission

3.1 Présentation

La mission du stage consistait à réaliser une analyse des besoins sociaux de la commune de Port-Jérôme-sur-Seine, en se concentrant sur l'élaboration d'un portrait statistique détaillé. Ce portrait a permis de recueillir des données actualisées sur la situation socio-économique de la commune, en tenant compte de diverses thématiques telles que l'emploi, la mobilité résidentielle, le vieillissement de la population, et la vulnérabilité des familles. Cette analyse a également ciblé différents groupes de la population, notamment les jeunes, les familles monoparentales, les seniors et les travailleurs, afin d'identifier avec précision les besoins spécifiques et les enjeux sociaux auxquels la commune doit faire face.

3.1.1 Problématique

Depuis de nombreuses années, la commune de Port-Jérôme-sur-Seine s'efforce de réduire les inégalités sociales grâce à une politique locale proactive. Toutefois, un des défis majeurs réside dans le manque de données sociales récentes sur la population. Cette absence de données à jour rend difficile l'évaluation précise des besoins et l'efficacité des actions entreprises. Sans une compréhension claire de la situation démographique, économique et sociale actuelle, il devient compliqué de répondre adéquatement aux besoins des habitants, en particulier des plus vulnérables.

Dans ce contexte, la réalisation d'un portrait statistique devient essentielle. Ce travail permettrait d'obtenir une vision actualisée des réalités sociales de la commune, offrant ainsi aux décideurs les informations nécessaires pour ajuster et améliorer les politiques sociales en place.

3.1.2 Objectifs

- Réaliser un diagnostic des besoins sociaux de Port-Jérôme-sur-Seine à travers un portrait statistique détaillé : Collecter les données démographiques, économiques et sociales afin d'identifier les tendances et évolutions, en effectuant des comparaisons temporelles (de 2015 à 2021) et géographiques (aux niveaux régional et national) pour élaborer un portrait statistique précis et pertinent.
- Identifier les défis sociaux majeurs : Analyser les différentes bases de données recueillies sur les principales thématiques abordées afin de comprendre comment celles-

ci influencent la qualité de vie et le bien-être de la population.

3.2 Développement

3.2.1 Etapes

Pour débiter l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS), le cadre de travail a d'abord été défini, comme l'illustre la Figure 1. Ce cadre a permis d'identifier le demandeur de l'analyse, en l'occurrence la Mairie de Port-Jérôme-sur-Seine, en collaboration avec l'Université Le Havre Normandie comme partenaire. Ensuite, il a été nécessaire de réfléchir sur les attentes liées à cette analyse : quels seraient les résultats attendus, les principaux obstacles à surmonter, et le contexte dans lequel l'ABS serait réalisé.

Tout d'abord, les résultats attendus de cette analyse sont de produire un portrait statistique détaillé des différentes thématiques sociales au sein de la commune de Port-Jérôme-sur-Seine. Ce portrait permettra d'obtenir une vue d'ensemble des besoins sociaux actuels, en explorant des aspects tels que la croissance démographique, le logement, la santé, la mobilité et les défis économiques. En d'autres termes, l'objectif est de collecter et d'analyser des données pour mieux comprendre la situation sociale.

Cependant, plusieurs obstacles pourraient surgir durant ce processus. L'un des principaux défis sera la collecte de la base de données, étant donné que l'ABS s'appuie sur diverses sources d'information. La diversité des sources peut engendrer des difficultés liées à la cohérence des données, leur accessibilité ou leur actualité. La compilation et l'intégration de ces données disparates nécessiteront une attention particulière pour garantir que les informations soient fiables et comparables.

Quant au contexte de réalisation de l'ABS, il est important de noter que ce projet s'inscrit dans un cadre de stage visant à mettre à jour et à améliorer l'analyse des besoins sociaux précédemment réalisée. Le CCSA cherche à affiner les connaissances sur les besoins sociaux de la commune et à adapter les politiques en fonction des nouvelles données collectées. Ce contexte de mise à jour implique une réévaluation des précédentes conclusions et une amélioration continue de la compréhension des besoins de la population.

L'étape suivante a été de définir clairement le périmètre de l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS). Étant donné la vastitude et la complexité de cette tâche, il a été décidé, dans le cadre du stage, de commencer par une collecte systématique de données provenant de différentes sources officielles, suivie d'une analyse approfondie pour élaborer un portrait statistique détaillé.

En ce qui concerne l'espace géographique, l'ABS se concentrera sur la commune entière de Port-Jérôme-sur-Seine, plutôt que sur les quatre anciennes communes qui la composent. Cette décision a été prise en raison de l'absence de données disagrégées pour ces anciennes communes. En utilisant les données de la commune dans son ensemble, il sera possible de fournir une analyse plus cohérente et représentative des besoins sociaux actuels.

Le choix du public concerné, à savoir les familles, les jeunes et les personnes âgées, repose sur leur importance stratégique dans la commune. Les familles représentent une part es-

sentielle de la population, souvent au cœur des préoccupations liées au logement et aux services sociaux. Les jeunes, quant à eux, sont particulièrement sensibles aux questions de formation, d'emploi et de loisirs. Les personnes âgées, enfin, nécessitent une attention particulière en matière de santé et de services adaptés. En se concentrant sur ces groupes, l'ABS pourra offrir une vue complète des besoins variés et spécifiques de la population locale.

Les thématiques choisies pour l'analyse démographique, logement, santé, mobilité et défis économiques—ont été sélectionnées en raison de leur pertinence directe pour la qualité de vie des habitants. La croissance démographique permet d'anticiper les besoins futurs en matière de logement et de services. Le logement est un enjeu central pour garantir des conditions de vie décentes. La santé touche à l'accessibilité et à la qualité des soins, un aspect crucial pour le bien-être de tous. La mobilité concerne l'accès aux différents services et opportunités. Enfin, les défis économiques sont essentiels pour comprendre les conditions de vie et l'inclusion sociale. En abordant ces thématiques, l'ABS pourra offrir des recommandations pratiques et ciblées pour améliorer les politiques sociales dans la commune.

Parallèlement, les parties prenantes ayant un rôle crucial dans le développement de l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) ont été identifiées pour le cadre du portrait statistique. Ces parties prenantes comprennent la Maririe de Port-Jérôme-sur-Seine, représentée par Magali Varniere, cheffe de la Mission Bien Vivre Ensemble, l'Université Le Havre Normandie, ainsi que le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS). De plus, diverses sources de données telles qu'Insee, Cafdata et France Travail seront également sollicitées pour fournir des informations précises et actualisées.

Il convient de souligner que la population n'est pas considérée comme une partie prenante directe à ce stade du processus. En effet, la phase initiale de réalisation du portrait statistique se concentrera sur la collecte et l'analyse de données provenant des sources officielles, sans interaction directe avec les citoyens. Cette démarche vise à établir une base solide et objective à partir des données disponibles. Néanmoins, il est recommandé d'envisager l'intégration de la participation directe des citoyens dans les prochaines étapes du développement de l'ABS. Impliquer les habitants à ce stade permettra d'enrichir et d'affiner les résultats préliminaires, en s'assurant que les politiques sociales sont ajustées de manière plus précise aux besoins réels identifiés. Cette approche participative contribuera à mieux adapter les actions mises en place aux attentes et aux réalités du terrain, offrant ainsi une vision plus complète et contextuelle des besoins sociaux.

Une fois le cadre de travail établi, la phase suivante a consisté à procéder à la collecte des données. Dans notre cas, les données sont de nature quantitative et permettront d'obtenir une vue d'ensemble de l'état actuel de la commune en ce qui concerne les diverses thématiques abordées. Elles permettront également de suivre l'évolution de ces aspects dans le temps, ainsi que de comparer la situation de Port-Jérôme-sur-Seine à celle de la région Normandie et à celle de la France métropolitaine.

Les données proviendront de différentes sources d'information, comme mentionné précédemment. Il a été crucial de se concentrer sur une population cible et des thématiques

spécifiques afin de rester aligné avec nos objectifs initiaux. La richesse des sources disponibles pouvait entraîner une dispersion ou une tentative d'élargissement de la recherche, ce qui risquerait de nous éloigner de nos objectifs principaux.

En outre, il a été essentiel de travailler avec des sources de données fiables pour éviter les incohérences. Pour cette raison, nous avons utilisé des sources officielles telles que celles fournies par l'Insee. Cette approche garantit la précision et la crédibilité des informations recueillies, assurant ainsi la qualité et la pertinence de l'analyse.

Concernant les défis rencontrés à ce stade, l'un des principaux obstacles a été l'attente de la publication des résultats du recensement national de 2021, le plus récent publié par l'Insee. Au moment de la collecte des données, en mai, les informations disponibles étaient basées sur le recensement national de 2020, tandis que les résultats du recensement de 2021 n'étaient pas encore publiés, étant attendus vers la fin du mois de juin. Cette situation a nécessité un délai d'attente afin que notre portrait statistique puisse intégrer les données les plus récentes possibles.

Il est important de souligner que nous avons travaillé avec une période de temps couvrant de 2015 à 2021. Toutefois, en fonction de certaines thématiques et sources de données, nous avons pu accéder à des informations plus anciennes ou, au contraire, plus récentes, allant jusqu'à l'année 2023. Cette flexibilité nous a permis de garantir la pertinence et l'actualité des données utilisées, malgré les délais et les variations dans la disponibilité des informations.

Enfin, la dernière étape à aborder est l'analyse des données. Cette analyse permettra de mettre en évidence les enjeux clés qui aideront les autorités à améliorer leur prise de décision, en particulier en matière de politique sociale, afin de mieux soutenir les populations les plus vulnérables de la commune. L'analyse offrira un aperçu des points forts de la politique sociale, tels que les opportunités présentes sur le territoire, l'efficacité des services développés, les projets qui ont connu un franc succès, et d'autres éléments positifs.

D'un autre côté, elle permettra également d'identifier les faiblesses et les défis à relever, comme l'évolution et l'impact du taux de chômage, le manque de services de transport, les risques potentiels liés à l'augmentation de la population âgée, ou encore la croissance de la pauvreté dans certaines franges de la population. Cette démarche vise à offrir une vision globale et nuancée de la situation actuelle.

De manière complémentaire, cette analyse pourrait suggérer certaines lignes d'action pour améliorer la politique sociale de la commune. Il est essentiel de noter que cette étape constitue un point de départ. Il est recommandé de la compléter par le point de vue de la population, afin de croiser les données quantitatives avec des informations qualitatives. Cette approche enrichira la compréhension des enjeux et permettra de développer des stratégies plus adaptées aux besoins réels de la communauté.

PROCESSUS DE TRAVAIL

ETAPES



FIGURE 1

3.2.2 Sources

Dans cette section, nous présenterons brièvement les sources de données utilisées pour la phase de collecte des informations. Il convient de noter que certaines sources ne disposaient pas de données spécifiques sur la commune dans certains domaines ou n'offraient pas d'informations très anciennes, étant donné que Port-Jérôme-sur-Seine n'a été créée qu'en 2016.

Insee

En cette source de données, nous commencerons par la section des statistiques et des études, où l'on peut trouver des informations sur les recensements de la population, allant du plus récent au plus ancien. Le recensement de la population est organisé en plusieurs thèmes : Évolution et structure de la population, Couples - Familles - Ménages, Logements, Diplômes - Formation, Population active - Emploi - Chômage, Caractéristiques de l'emploi, et Étrangers - Immigrés. Tous ces thèmes ont été exploités pour l'élaboration du portrait statistique, offrant ainsi une vue détaillée et complète de la société dans différents domaines clés.

- Évolution et structure de la population : Cette section offre des informations sur la croissance démographique, la répartition par âge et sexe, ainsi que la densité de population. Elle est utile pour comprendre les tendances démographiques et les changements dans la structure de la population.
- Couples, Familles, Ménages : Elle fournit des données sur la composition des ménages, les types de familles (couples avec ou sans enfants, familles monoparentales), et la situation des couples (mariage, union libre, etc.). Cela aide à comprendre les dynamiques familiales et les structures sociales.
- Logements : Cette partie du recensement détaille les caractéristiques des logements (taille, type, statut d'occupation) et les conditions de logement. Les données sont essentielles pour évaluer les besoins en matière de logement et planifier les politiques urbaines.
- Diplômes et Formation : Les informations sur les niveaux d'éducation et les formations suivies par la population sont regroupées ici. Elles permettent d'évaluer le niveau de qualification de la population et de cibler les actions en matière d'éducation et de formation professionnelle.
- Population active, Emploi, Chômage : Cette section analyse la répartition de la population active, les taux d'emploi et de chômage, les secteurs d'activité, et les caractéristiques de l'emploi (type de contrat, temps de travail, etc.). Ces données sont cruciales pour comprendre le marché du travail et orienter les politiques de l'emploi.
- Caractéristiques de l'emploi : On y trouve des informations sur les conditions de travail, les statuts professionnels, et les secteurs d'activité. Cela offre un aperçu détaillé des profils professionnels et des conditions d'emploi.
- Étrangers et Immigrés : Cette section permet d'analyser la diversité de la population, en fournissant des données sur les personnes de nationalité étrangère ou immigrées, leur répartition géographique, et leur intégration socio-économique.

Cafdata

CAFData est un outil développé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) qui centralise des données essentielles pour mieux comprendre les besoins et les réalités des populations locales. Les données recueillies par CAFData couvrent plusieurs thématiques clés, permettant aux collectivités et aux acteurs sociaux de cibler leurs actions et de mettre en place des politiques adaptées.

Parmi les thèmes abordés, on trouve :

- Les données générales qui fournissent des informations sur la population, telles que la composition des familles, le taux de pauvreté ou encore les bénéficiaires des prestations sociales. Ces données permettent d'avoir une vision globale des enjeux sociaux et économiques du territoire.
- En ce qui concerne la petite enfance, CAFData recueille des informations sur l'accueil des jeunes enfants, la disponibilité des crèches, et les aides financières pour les familles. Ces données sont cruciales pour comprendre les besoins en matière de garde d'enfants et pour adapter l'offre de services aux parents.

- Pour la thématique de l'enfance et jeunesse, CAFData s'intéresse aux activités périscolaires, aux structures d'accueil et aux loisirs. Cela aide à identifier les besoins en termes d'éducation, de socialisation et de soutien aux jeunes, afin de favoriser leur développement et leur épanouissement.
- Dans le domaine du handicap et de l'autonomie, l'outil collecte des données sur les dispositifs d'aide aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées en perte d'autonomie. Ces informations sont essentielles pour évaluer l'accessibilité des services et l'accompagnement proposé, permettant ainsi d'améliorer l'inclusion sociale.
- La question du logement est également abordée, avec des données sur l'accès au logement social, les aides au logement et la précarité énergétique. Ces informations sont importantes pour comprendre les conditions de vie des habitants et pour mettre en place des actions visant à améliorer leur situation.
- Enfin, sous la rubrique solidarité et soutien à l'activité, CAFData fournit des données sur les aides financières, l'insertion sociale et professionnelle, et les dispositifs de lutte contre la précarité. Cela permet de mieux comprendre comment les politiques de solidarité sont appliquées et d'identifier les domaines où un soutien supplémentaire est nécessaire.

France Travail

France Travail est un acteur clé dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle. Son rôle est d'accompagner les demandeurs d'emploi dans leur recherche d'activité et de faciliter la rencontre entre l'offre et la demande sur le marché du travail. Dans le cadre de sa mission, France Travail s'est engagée dans l'ouverture des données publiques, en collaboration avec l'État et la mission Etalab. L'idée est de rendre accessible un large éventail d'informations concernant l'emploi, le marché du travail et les demandeurs d'emploi. Cette initiative évolue progressivement pour intégrer régulièrement de nouvelles données, offrant aux professionnels de l'emploi, aux collectivités territoriales et à d'autres acteurs la possibilité de créer ou d'améliorer des services en ligne et des applications mobiles, au profit des demandeurs d'emploi et des entreprises.

Les données disponibles touchent à plusieurs thématiques liées au marché du travail, parmi lesquelles :

- Demandeurs d'emploi : Cette section est particulièrement détaillée. Elle inclut des informations sur le profil des demandeurs d'emploi, leurs situations et leurs parcours. On y trouve des statistiques sur le nombre de personnes inscrites, leurs âges, leurs qualifications, la durée de leur recherche d'emploi, ainsi que les difficultés qu'elles rencontrent. Ces données permettent aussi de suivre les différentes formes d'accompagnement proposées, comme les formations ou les dispositifs d'insertion. Elles aident à comprendre les trajectoires des demandeurs d'emploi, à évaluer les dispositifs d'indemnisation et à identifier les facteurs facilitant ou freinant leur retour à l'emploi.
- Chômage et demandeurs d'emploi : Ici, on trouve des statistiques globales sur le chômage, les taux d'inscription, et les tendances du marché de l'emploi.

- Accompagnement et prestations : France Travail donne un aperçu des aides et des prestations disponibles, que ce soit les formations, les aides à la mobilité ou les soutiens financiers.
- Indemnisation : Cette partie détaille les mécanismes d'indemnisation des demandeurs d'emploi, les types d'allocations, les conditions d'accès, et les montants versés.
- Trajectoires et retour à l'emploi : On y découvre les parcours des demandeurs d'emploi, les transitions entre les différents statuts et les facteurs influençant leur retour à l'emploi.
- Formation des demandeurs d'emploi : Les informations sur les formations suivies, leur impact sur l'employabilité, et les secteurs concernés y sont présentées.
- Satisfaction des demandeurs d'emploi : Cette section analyse le ressenti des demandeurs d'emploi sur les services reçus et les résultats obtenus.
- Du côté des entreprises, France Travail propose aussi des données sur les besoins en main-d'œuvre, les offres d'emploi, les recrutements, les métiers en tension, l'intérim et l'emploi dans le spectacle. Ces informations aident à comprendre les besoins du marché du travail et à anticiper les évolutions futures.

FILOSOFI : Fichier Localisé Social et Fiscal

Filosofi (Fichier Localisé Social et Fiscal) est un dispositif mis en place par l'Insee pour fournir des indicateurs détaillés sur les revenus des ménages à différents niveaux géographiques, allant du niveau communal jusqu'à l'infra-communal. Il remplace les anciens systèmes Revenus Fiscaux Localisés (RFL) et Revenus Disponibles Localisés (RDL) depuis 2012. L'objectif principal de Filosofi est de disposer d'indicateurs sur le niveau de vie, les inégalités et la pauvreté, afin de mieux comprendre la situation économique des populations locales.

Les données recueillies par Filosofi comprennent des informations sur les revenus déclarés (avant redistribution) et les revenus disponibles (après redistribution et imputation des revenus financiers non déclarés). Ces indicateurs permettent d'analyser la distribution des revenus au sein de la population générale, ainsi que parmi des sous-populations spécifiques. On y retrouve des indicateurs usuels comme les déciles, les quartiles, la médiane des revenus par unité de consommation, ainsi que le taux de pauvreté monétaire.

Origine principale du revenu déclaré L'un des aspects clés de Filosofi est la classification des ménages en fonction de l'origine principale de leurs revenus déclarés. Cette classification permet de mieux comprendre la composition des revenus des différents types de ménages et de mettre en évidence les sources de revenus prédominantes. Les principales origines de revenus identifiées par Filosofi sont :

- Salaires et traitements : Cela représente les revenus issus d'un emploi salarié, soit la source de revenu la plus courante. Cette catégorie permet d'identifier les ménages dont la situation économique est liée à leur emploi, offrant des informations sur le marché du travail local et la stabilité de l'emploi.
- Indemnités de chômage : Cette catégorie regroupe les revenus perçus par les personnes sans emploi. L'analyse de cette source de revenus permet de mesurer l'impact

du chômage sur le niveau de vie des ménages et d'identifier les populations les plus vulnérables à la perte d'emploi.

- Revenus des activités non salariées : Il s'agit des revenus des travailleurs indépendants, des entrepreneurs et des professions libérales. Cette catégorie est importante pour comprendre la diversité économique d'une région, en particulier dans les secteurs où l'entrepreneuriat est répandu.
- Pensions, retraites et rentes : Cette source de revenus concerne principalement les personnes âgées ou celles bénéficiant d'une pension. L'analyse de ces revenus permet de mieux comprendre le niveau de vie des retraités et l'importance de la population vieillissante dans la région.
- Autres revenus : Cela inclut toutes les autres sources de revenus, comme les allocations, les prestations sociales, ou les revenus du capital. Cette catégorie peut refléter la dépendance de certains ménages aux aides sociales, ainsi que leur capacité à bénéficier de revenus alternatifs.
- Revenus déclarés négatifs ou nuls : Cette catégorie indique les situations où les revenus déclarés sont soit très faibles, soit inexistants, ce qui peut révéler une extrême précarité ou des activités déficitaires.

3.3 Résultats du travail effectué

Dans cette section, les résultats du travail seront présentés par thématiques, comme mentionné précédemment. L'analyse se concentrera sur les statistiques recueillies à partir des sources sélectionnées. Il est important de souligner que, pour évaluer la situation de la commune dans diverses catégories, les comparaisons ont été effectuées à plusieurs niveaux : au niveau régional, national, ainsi qu'au niveau de la commune elle-même sur une base temporelle.

Cette approche comparative permet d'identifier les dynamiques propres à la commune tout en les situant dans un contexte plus large. En comparant les données à l'échelle régionale et nationale, on peut mettre en lumière les spécificités locales, ainsi que les écarts ou similitudes avec les tendances générales. De plus, l'analyse temporelle au sein de la commune offre une perspective sur l'évolution de ses caractéristiques socio-économiques, permettant ainsi d'anticiper les défis à venir et d'adapter les politiques publiques en conséquence.

3.3.1 Contexte général

D'une manière générale, la population de la commune a augmenté, avec un taux de croissance de 1,8 % entre 2019 et 2020. Cette évolution est particulièrement notable, car à l'échelle régionale, on observe une diminution de -0,5 %, tandis qu'au niveau national, la croissance est légèrement inférieure à celle de la commune, à 1,4 %. Cette dynamique positive suggère une attractivité locale plus marquée que dans les territoires environnants.

En ce qui concerne les tranches d'âge, la population des moins de 20 ans a connu une augmentation d'environ 2 points entre 2015 et 2021. À l'inverse, au niveau régional et national, cette tranche d'âge a légèrement diminué, de moins d'un point. Ce contraste met en évidence une structuration plus familiale dans la commune, attirant visiblement des

jeunes familles avec enfants. Cette tendance souligne aussi l'importance d'adapter les services aux besoins croissants de cette population jeune, comme les infrastructures scolaires et les services de garde d'enfants.

Pour la tranche des 20 à 39 ans, la population a légèrement augmenté, passant de 22,4 % à 22,5 % au cours de la même période. Au niveau régional et national, une légère diminution de moins de 0,5 point a été observée. Ce léger changement au sein de la commune peut s'expliquer par un manque de diversité dans l'offre d'enseignement supérieur, ce qui pourrait limiter l'attractivité de cette tranche d'âge, notamment en termes d'étudiants ou de jeunes professionnels.

Concernant la population des 40 à 59 ans, une diminution de deux points a été observée dans la commune, tandis qu'au niveau régional et national, la baisse est plus modérée, autour d'un point. Cette diminution pourrait être liée à une transition naturelle vers les groupes d'âge plus avancés.

Enfin, la population des 75 ans et plus a diminué dans la commune, passant de 9,5 % à 8,9 % sur la période étudiée, contrairement aux niveaux régional et national où cette tranche d'âge a légèrement augmenté, d'environ 0,5 point. Cette baisse locale pourrait s'expliquer par la mortalité naturelle, mais il est également crucial de prendre en compte l'impact des services destinés aux personnes âgées dans la commune, qui peuvent influencer les choix de vie ou la mobilité des habitants âgés.

Cela peut être observé plus en détail dans la Figure 2, représentant la pyramide des âges, où l'on remarque que la population des moins de 20 ans est particulièrement concentrée dans la tranche des moins de 14 ans. En revanche, il y a une diminution notable de la population dans la tranche des 15 à 29 ans, ce qui renforce l'idée que ce phénomène est lié au manque de diversité dans l'offre d'enseignement supérieur. En conséquence, de nombreux jeunes quittent le territoire pour poursuivre leurs études dans des territoires offrant de meilleures opportunités éducatives. Par ailleurs, la Figure X met également en évidence le vieillissement de la population, avec une proportion croissante de personnes âgées. On observe aussi que la majorité des personnes âgées sont des femmes, reflétant un écart de longévité entre les sexes dans cette tranche d'âge.

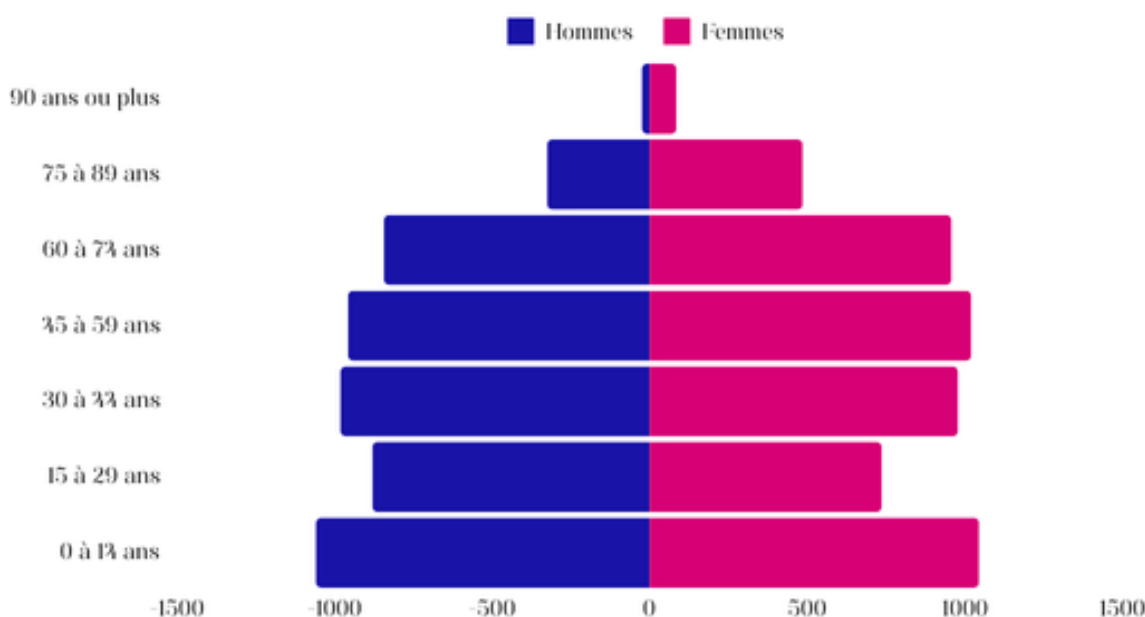


FIGURE 2

Concernant le flux de migration résidentielle, la commune affiche une forte stabilité de sa population. En 2021, sur 10 732 résidents présents dans la commune depuis un an ou plus, 10 281 sont restés sur place, et seulement 451 ont déménagé. Cette tendance se retrouve également en 2019 et 2017, avec respectivement 96 % et 96,2 % de la population restant sur place. Cette stabilité peut s'expliquer par l'influence du secteur industriel local, qui offre des emplois stables, réduisant ainsi la nécessité pour les résidents de quitter la commune. Cependant, cette faible mobilité pourrait aussi révéler un manque de nouvelles opportunités économiques ou un déficit d'attractivité pour attirer de nouveaux habitants. Cette situation soulève des questions sur la capacité de la commune à attirer une population plus jeune ou diversifiée, et pourrait refléter une stagnation dans le développement urbain ou dans l'offre de services.

Concernant les indicateurs démographiques historiques, entre 1990 et 2010, la population de Port-Jérôme-sur-Seine a connu un déclin avant de repartir à la hausse à partir de 2010. Depuis 2015, la commune enregistre une croissance significative de 1,1 % par an, ce qui la rend plus attractive par rapport à la région, où la croissance est restée presque stable, avec même un déclin entre 2015 et 2021.

Le solde naturel de la commune (différence entre les naissances et les décès) reste positif, mais c'est surtout le solde migratoire (arrivées moins départs) qui joue un rôle prépondérant dans la croissance de la population. Contrairement à la région, où les départs sont plus nombreux que les arrivées, Port-Jérôme-sur-Seine attire davantage de nouveaux habitants, ce qui en fait le principal moteur de sa croissance démographique.

En ce qui concerne le taux de natalité, il est en légère baisse, mais cette diminution est

moins prononcée que dans le reste de la région. Ainsi, malgré une natalité en recul et une mortalité légèrement en hausse, l'attractivité du territoire se confirme, en grande partie grâce à l'arrivée de nouveaux résidents. Cette dynamique migratoire démontre l'attrait de la commune, tant pour sa qualité de vie que pour les opportunités économiques qu'elle offre.

Concernant le Lieu de résidence un an auparavant, la proportion de personnes d'un an ou plus vivant dans le même logement reste largement supérieure à celles ayant changé de résidence au sein de la même commune ou s'étant installées en provenance d'autres communes. En 2015, cette proportion était de 89,9 %, augmentant à 90,5 % en 2017 et atteignant 90,9 % en 2021. Cette tendance à rester dans le même logement suggère une satisfaction élevée des résidents quant à leur cadre de vie et à la qualité de l'habitat proposé dans la commune.

En revanche, la proportion de résidents ayant déménagé d'une autre commune montre une légère augmentation, passant de 6,0 % en 2015 à 5,1 % en 2021, avec un pic à 5,0 % en 2017. Bien que modeste, cette évolution pourrait indiquer un gain progressif d'attractivité de la commune, attirant un nombre croissant de nouveaux habitants en provenance d'autres territoires. Cela reflète peut-être une meilleure perception de la qualité de vie, ou l'influence d'opportunités économiques locales plus attrayantes, renforçant ainsi le dynamisme démographique de la commune.

3.3.2 Les familles

Pour cette catégorie, il est essentiel de commencer par expliquer, selon l'INSEE (2016), que la famille est définie comme un groupe de personnes vivant ensemble, comprenant au moins deux individus. Cela peut inclure :

- Un couple vivant ensemble, avec éventuellement leurs enfants ;
- Un adulte vivant avec ses enfants (ce qu'on appelle une famille monoparentale).

Il est important de noter qu'une famille peut faire partie d'un ménage, qui peut également inclure d'autres personnes.

D'un autre côté, un ménage selon l'INSEE (2020), en termes statistiques, désigne toutes les personnes vivant dans un même logement, qu'elles soient ou non liées par le sang. Cela inclut les colocataires, ou même une seule personne vivant seule. Ces distinctions sont fondamentales pour mieux comprendre les dynamiques des foyers au sein de la commune et les différentes structures familiales présentes sur le territoire.

En ce qui concerne la composition des ménages dans la commune, la Figure 3 montre qu'en 2021, les couples avec enfants sont les plus représentés, suivis des couples sans enfants, des ménages composés d'une seule personne, et en moindre proportion des familles monoparentales et d'autres types de familles. Quant au nombre de ménages, il a augmenté sur la période d'étude de 2015 à 2021, mais la taille des ménages n'a pas varié de manière significative.

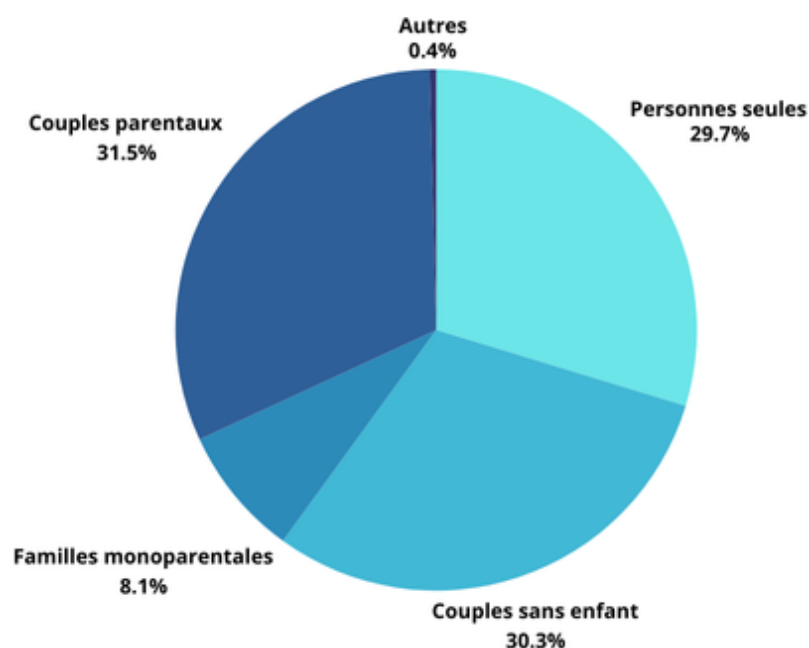


FIGURE 3

Plus précisément, les ménages composés d'une seule personne ont légèrement augmenté dans la commune, passant de 29,6 % en 2019 à 29,7 % en 2021. En revanche, les couples sans enfants et les familles monoparentales ont diminué légèrement au fil du temps, tandis que les couples avec enfants ont légèrement augmenté. Il est à noter que le pourcentage de couples avec enfants dans la commune est nettement supérieur à celui observé au niveau régional et national, tandis que la proportion de familles monoparentales est plus faible, comparée au niveau régional et nettement inférieure au niveau national.

Ces chiffres mettent en évidence une structure familiale stable et traditionnelle dans la commune. En effet, la proportion de personnes vivant seules y est plus faible qu'en Normandie et en France, ce qui peut indiquer une cohésion sociale plus forte ou des préférences locales pour des ménages plus stables. De plus, la prédominance des couples avec enfants renforce l'idée d'une structure familiale ancrée et plus traditionnelle par rapport aux autres territoires.

En ce qui concerne les familles avec enfants, leur part est passée de 43,4 % en 2015 à 44,9 % en 2021. Bien que modeste, cette augmentation indique un renforcement de la prévalence des familles avec enfants parmi les ménages de la commune. En termes absolus, le nombre de familles avec enfants est passé de 1 257 en 2015 à 1 420 en 2021, soit une augmentation nette de 163 familles. Cette hausse pourrait refléter une amélioration des conditions de vie locales ou une attractivité accrue pour les jeunes familles, potentiellement due à des politiques locales favorables ou à de meilleures opportunités économiques pour les ménages avec enfants.

Cependant, cette croissance reste relativement lente par rapport à d'autres indicateurs

démographiques. Bien que la commune semble attrayante pour les familles, l'évolution progressive de cette catégorie montre que les changements ne sont pas suffisamment rapides pour transformer radicalement la structure des ménages. Cela suggère que des efforts supplémentaires pourraient être nécessaires pour accélérer cette dynamique et rendre la commune encore plus accueillante pour les jeunes familles.

En ce qui concerne les types de familles regroupées, on observe chez les couples avec enfants une légère diminution des couples sans enfants de moins de 25 ans, passant de 3,2 % en 2015 à 2,4 % en 2021. À l'inverse, les familles avec trois enfants ou plus ont augmenté, notamment celles avec quatre enfants ou plus, qui sont passées de 6,8 % à 15 % sur la même période. Cette hausse pourrait être attribuée à une perception de stabilité économique ou à des conditions favorables à la natalité, incitant les familles à avoir plus d'enfants.

En revanche, pour les familles monoparentales, la tendance est différente. La part des familles monoparentales avec un seul enfant a fortement augmenté, passant de 23,7 % en 2015 à 36,9 % en 2021. Cependant, les familles monoparentales nombreuses (ayant trois enfants ou plus) ont diminué, ce qui pourrait s'expliquer par des contraintes économiques qui rendent plus difficile l'éducation de plusieurs enfants en étant seul parent. Cela reflète une dynamique où les familles monoparentales semblent plus souvent se limiter à un enfant, probablement pour mieux gérer les ressources limitées dans un contexte de monoparentalité.

En ce qui concerne les familles selon le nombre d'enfants de moins de 25 ans, les familles sans enfants restent stables autour de 47 %, ce qui peut indiquer que de nombreuses familles ont des enfants déjà adultes et indépendants, ou que certaines choisissent de ne pas avoir d'enfants, probablement en raison des coûts de la vie ou de choix personnels.

Les familles avec un enfant ont connu une légère hausse, ce qui pourrait refléter une préférence pour des familles plus petites, influencée par des contraintes économiques ou un désir de plus de flexibilité dans la vie quotidienne.

Les familles avec deux enfants sont restées stables, ce qui suggère que ce modèle familial est largement adopté, probablement parce qu'il représente un équilibre entre les aspirations des parents et les réalités économiques auxquelles ils doivent faire face.

Enfin, on observe une augmentation modeste des familles très nombreuses, avec 4 enfants ou plus, passant de 2 % à 3 %. Bien que cette hausse soit modeste, elle témoigne d'un retour léger vers des familles plus grandes.

Concernant la catégorie socioprofessionnelle des ménages à Port-Jérôme-sur-Seine, on observe une concentration d'ouvriers et de retraités. La part des ouvriers, bien qu'en légère diminution, reste élevée, ce qui reflète une économie locale encore largement centrée sur l'industrie, notamment la pétrochimie. En parallèle, la proportion de retraités est stable mais significativement élevée par rapport aux autres catégories socioprofessionnelles, témoignant d'une population vieillissante et d'une certaine dépendance aux pensions pour assurer la stabilité économique des ménages.

En ce qui concerne l'évolution des professions intermédiaires et des employés, la proportion des employés a légèrement augmenté, ce qui pourrait signaler une expansion des services

ou du soutien administratif dans la commune. La stabilité, voire la légère hausse, des professions intermédiaires suggère un besoin constant de compétences techniques et de gestion intermédiaire, probablement en lien avec l'activité industrielle locale.

On observe également une réduction des cadres et professions intellectuelles supérieures. Bien que la part de cette catégorie soit en légère augmentation, elle reste inférieure à la moyenne régionale et nationale. Cela peut indiquer un potentiel de croissance dans ce secteur, mais aussi une difficulté à attirer des profils qualifiés et spécialisés, ce qui pourrait limiter l'essor de certains domaines d'activité plus diversifiés et de haute compétence.

En comparant Port-Jérôme-sur-Seine avec la Normandie et la France métropolitaine, on constate que la commune présente une proportion plus élevée d'ouvriers et de retraités, tandis que la part des cadres et artisans est plus faible. Cette spécificité locale met en évidence une économie marquée par la concentration dans le secteur industriel et une population vieillissante, soulignant ainsi la nécessité de diversifier les activités économiques pour attirer une main-d'œuvre plus jeune et plus qualifiée.

Enfin, en ce qui concerne le niveau de vie des familles avec enfants, les familles monoparentales apparaissent clairement comme étant économiquement plus vulnérables. En 2021, la médiane de leurs revenus s'élevait à seulement 15 040 €, bien en dessous de celle des couples avec enfants qui atteignait 21 800 €. Cette disparité est encore plus marquée lorsqu'on examine le premier décile (les 10 % des familles les plus modestes), où les familles monoparentales ne perçoivent que 960 €, un montant extrêmement faible comparé aux 9 640 € pour les couples. Cela met en évidence la précarité à laquelle les familles monoparentales, surtout les plus modestes, sont confrontées.

Concernant le taux de pauvreté chez les familles monoparentales a fortement augmenté, passant de 40 % en 2019 à 45 % en 2021, soulignant une tendance inquiétante. Malgré une légère amélioration de la médiane des revenus, la pauvreté continue de toucher une grande partie de ces familles. En comparaison, les couples avec enfants ont un taux de pauvreté beaucoup plus faible, à 20 % en 2021, bien qu'il ait également légèrement diminué par rapport aux années précédentes.

Entre 2015 et 2021, les familles monoparentales ont vu leurs revenus fluctuer, avec une légère augmentation de la médiane, passant de 14 716 € en 2015 à 15 040 € en 2021. Toutefois, cette augmentation n'a pas suffi à contenir l'augmentation du taux de pauvreté, qui a presque doublé, passant de 25 % à 45 %. En parallèle, les couples avec enfants ont bénéficié d'une progression plus marquée de leurs revenus, avec une médiane passant de 20 006 € en 2015 à 21 800 € en 2021, et un taux de pauvreté globalement stable, malgré une légère baisse.

Les écarts de revenus entre familles monoparentales et couples avec enfants se sont accentués au fil du temps. En 2015, la différence entre les médianes de revenus était de 5 290 €, et en 2021, cet écart est passé à 6 760 €. Cette divergence croissante illustre la difficulté des familles monoparentales à suivre l'évolution économique des couples, ce qui aggrave leur situation financière et sociale. Ces chiffres soulignent l'urgence d'une action ciblée pour soutenir les familles monoparentales, qui sont de plus en plus vulnérables face

à la précarité.

Logement

En ce qui concerne le logement, Tableau 1, à l'échelle nationale, le nombre de logements en France métropolitaine a augmenté de 11,3 % entre 2010 et 2021, principalement en raison de l'urbanisation, de la croissance démographique et de l'amélioration des conditions économiques. En Normandie, la croissance du nombre de logements (+9,3 %) est légèrement inférieure à la moyenne nationale, probablement en raison de contraintes locales et d'une croissance démographique plus modérée.

À Port-Jérôme-sur-Seine, la croissance des logements a été particulièrement marquée, atteignant +14,7 %, dépassant ainsi celle de la région et du pays. Cela reflète des projets locaux ambitieux de développement immobilier ainsi que des investissements en infrastructures, visant à répondre à une demande croissante. Cependant, on observe une diminution de la part des résidences principales à tous les niveaux : en France métropolitaine (de 83,4 % à 82,2 %), en Normandie (de 83,7 % à 82,1 %) et à Port-Jérôme-sur-Seine (de 95,9 % à 94,1 %). Cette baisse pourrait signaler une augmentation des résidences secondaires et des investissements locatifs, ainsi qu'une diversification dans l'utilisation des logements.

Logement	2010	2015	2021	Taux d'évolution (%)
Port-Jérôme-sur-Seine	4 032	4 255	4 624	14.7%
Normandie	1 698 901	1 785 554	1 856 327	9.3%
France métropolitaine	32 520 024	34 306 683	36 207 364	11.3%

TABLEAU 1

En ce qui concerne la taille des logements, les petits logements (une ou deux pièces) ont légèrement augmenté au cours de la période étudiée. Cependant, les logements de 60 à 80 m² restent les plus représentés dans la commune, en particulier lorsqu'il s'agit d'appartements. Quant au statut d'occupation, une majorité des résidents est propriétaire de son logement (61,8 % en 2021), tandis que les locataires du parc social occupent une part importante avec 25,2 % en 2021. Cela souligne l'importance des politiques de logement social dans la commune, tout en indiquant une certaine stabilité du marché de la propriété résidentielle.

3.3.3 Les enfants

Le nombre de mineurs à Port-Jérôme-sur-Seine a augmenté de manière significative, passant de 2 217 en 2015 à 2 542 en 2021, soit une croissance de 14,7 %. Cette progression pourrait être liée à une augmentation des naissances ou à l'arrivée de jeunes familles dans la commune, attirées par un environnement propice à la vie familiale. Cette tendance met en lumière une attractivité croissante de la commune pour les familles, probablement en raison de la qualité des infrastructures éducatives et des services dédiés aux enfants.

En termes de proportion, les mineurs représentaient 22,8 % de la population en 2015, un chiffre qui a légèrement augmenté pour atteindre 24,5 % en 2021, soit une hausse d'environ 2 points. Cette augmentation suit l'évolution générale de la population de la commune, ce

qui pourrait refléter un environnement favorable à la vie familiale. Toutefois, il est crucial de surveiller cette tendance afin de garantir que les services et infrastructures destinés à la petite enfance répondent à la demande croissante.

L'augmentation du nombre de mineurs pourrait être influencée par des politiques locales favorables aux familles, telles que des aides financières, des programmes de soutien à la parentalité et des investissements dans les infrastructures scolaires et de loisirs. Ces politiques, en rendant la commune plus attrayante pour les jeunes familles, ont probablement contribué à cette croissance démographique.

Cette évolution positive du nombre de mineurs pourrait également être liée à des mouvements migratoires internes, avec des familles choisissant de s'installer à Port-Jérôme-sur-Seine pour profiter de la qualité de vie, des opportunités d'emploi et des services offerts. Des initiatives locales visant à promouvoir la commune comme un lieu de vie idéal pour les familles pourraient également avoir renforcé cette attractivité.

Si cette tendance à la hausse se poursuit, elle pourrait avoir des implications importantes pour la planification urbaine et les services publics. Il pourrait devenir nécessaire d'augmenter les capacités des écoles, crèches et infrastructures de loisirs pour répondre à la demande grandissante. De plus, les politiques de soutien aux familles devront être renforcées afin de maintenir cette attractivité et de garantir que Port-Jérôme-sur-Seine reste un lieu de vie favorable pour les jeunes familles.

Pour un examen plus détaillé, les naissances domiciliées à Port-Jérôme-sur-Seine montrent une tendance générale à la baisse, passant de 129 en 2014 à 91 en 2022 comme le montre la Figure 4. Cette diminution peut être attribuée à divers facteurs, tels qu'une baisse de la fécondité, des changements dans les préférences familiales ou une migration des jeunes familles vers d'autres régions. Il est également possible que cette baisse reflète des conditions économiques moins favorables, influençant les décisions des couples concernant la taille de leur famille.

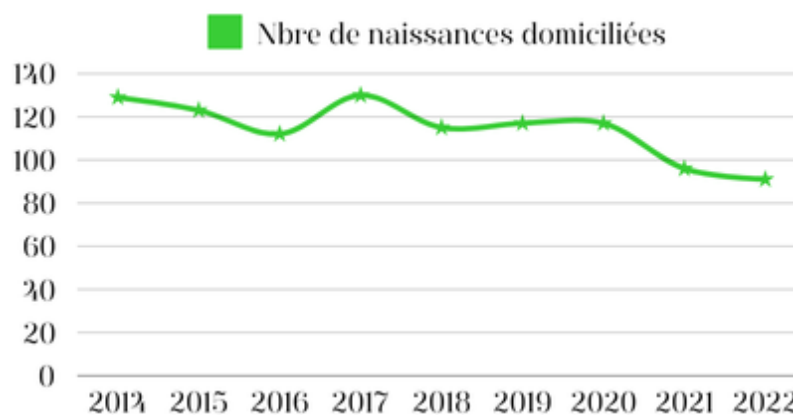


FIGURE 4

Les fluctuations annuelles, comme l'augmentation temporaire en 2017 avec 130 naissances,

suivie d'une baisse continue, pourraient être liées à des variations des conditions économiques et sociales. En effet, les périodes de stabilité économique peuvent encourager les naissances, tandis que les périodes d'incertitude, comme celles liées à des crises économiques, ont tendance à provoquer un recul des projets familiaux.

De 2021 à 2022, une baisse notable des naissances a été observée, probablement influencée par la pandémie de COVID-19, qui aurait pu entraîner des reports ou des changements dans les projets de maternité et de paternité. Cette période d'incertitude sanitaire et économique a probablement incité certains couples à retarder leurs projets familiaux, accentuant ainsi la diminution des naissances.

Étant donné que le nombre de naissances a globalement diminué dans la commune, il semble peu probable que l'augmentation du nombre de mineurs soit liée à une hausse des naissances. Il est donc plus probable que cette hausse soit due à l'arrivée de nouvelles familles dans la commune. Cette migration pourrait indiquer une attractivité accrue de Port-Jérôme-sur-Seine pour les jeunes familles, peut-être en raison de la qualité des infrastructures locales, des services offerts ou des opportunités économiques.

Sobre la reparticion de menores segun la ocupacion de los padres Sur la répartition des mineurs selon l'occupation des parents, les données révèlent des variations significatives dans les différents types de couples avec enfants entre 2017 et 2021. On constate une augmentation du nombre de couples avec deux actifs, probablement en raison d'une amélioration des conditions économiques ou d'une nécessité économique accrue, obligeant les deux parents à travailler. Cette évolution peut engendrer des défis en matière de garde d'enfants et de conciliation entre travail et vie personnelle, nécessitant des ajustements dans les services offerts aux familles.

La diminution des couples avec un homme actif pourrait effectivement signaler une évolution vers une plus grande égalité des sexes, marquée par une participation croissante des femmes au marché du travail. Ce changement reflète un rééquilibrage progressif des rôles traditionnels au sein des ménages. Toutefois, pour que cette transition s'opère de manière fluide, il est crucial de mettre en place des structures de soutien adaptées, telles que des congés parentaux plus flexibles et des services de garde d'enfants accessibles. Ces dispositifs permettraient de mieux concilier les responsabilités professionnelles et familiales et d'accompagner cette nouvelle dynamique.

Néanmoins, la persistance d'un faible nombre de couples avec une femme active révèle que des obstacles significatifs demeurent pour les femmes sur le marché de l'emploi. Ces barrières peuvent être liées à des attentes culturelles traditionnelles, qui continuent de peser sur la répartition des tâches domestiques et familiales, ou à un manque de soutien institutionnel, comme l'insuffisance de services de garde adaptés ou de politiques d'égalité professionnelle efficaces.

Enfin, le nombre élevé de couples avec deux inactifs pourrait être dû à des difficultés économiques, ou un manque d'opportunités d'emploi. L'inactivité des deux parents peut entraîner des difficultés financières importantes et un risque accru de pauvreté. Ces dynamiques soulignent la nécessité d'interventions pour améliorer l'accès à l'emploi et le soutien

social pour ces ménages.

Concernant la garde d'enfants, il est essentiel de comprendre l'importance du taux de couverture EAJE (Établissements d'Accueil du Jeune Enfant). Cet indicateur mesure le nombre de places disponibles dans ces structures pour 100 enfants de moins de 3 ans dans une zone donnée à un moment donné. Par exemple, un taux de 9 signifie qu'il y a 9 places disponibles pour 100 enfants de moins de 3 ans.

À Port-Jérôme-sur-Seine, le taux de couverture EAJE montre un niveau bas, ce qui est préoccupant, surtout si l'on considère que les familles de couples avec enfants sont nombreuses dans la commune. De plus, ce chiffre n'a pas évolué au cours de la période étudiée, ce qui reflète une faible capacité des infrastructures de garde d'enfants à répondre aux besoins de la population locale. Cela suggère que les familles, en particulier celles avec deux parents actifs, peuvent rencontrer des difficultés pour trouver une garde d'enfants adéquate, impactant ainsi la conciliation entre travail et vie familiale.

En ce qui concerne le taux de couverture global, une baisse significative a été observée, passant de 72,3 en 2017 à 53,5 en 2021. Cette diminution pourrait indiquer des défis croissants dans l'accès aux services sociaux ou une diminution de la qualité de ces services, reflétant potentiellement un manque d'investissements ou de priorités dans ces secteurs. Ces chiffres mettent en évidence l'urgence de renforcer les infrastructures locales de garde d'enfants pour répondre à la demande croissante et assurer un meilleur soutien aux familles de la commune.

3.3.4 Les jeunes

Concernant l'évolution de la population jeune, la baisse de la proportion des jeunes âgés de 18 à 24 ans, passant de 7,0 % en 2015 à 6,0 % en 2021, pourrait être expliquée par plusieurs facteurs économiques et sociaux. Une hypothèse plausible est que les opportunités économiques au sein de la commune n'ont pas été suffisantes pour retenir les jeunes. La migration vers des zones urbaines offrant davantage d'opportunités d'emploi et d'éducation supérieure pourrait ainsi expliquer cette diminution. En effet, les jeunes sont souvent attirés par des villes plus grandes pour poursuivre leurs études ou pour trouver des emplois mieux rémunérés.

Cette baisse peut également être liée à une évolution démographique naturelle, avec une diminution du taux de natalité au cours des années précédentes. Si le nombre de naissances a effectivement baissé dans les décennies passées, il est logique que le nombre de jeunes de 18 à 24 ans diminue à son tour à mesure que ces générations atteignent l'âge adulte.

Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 pourrait avoir eu un impact significatif sur la mobilité des jeunes et leurs choix de vie. La crise sanitaire a provoqué des changements majeurs dans les modes de vie, et beaucoup de jeunes ont peut-être choisi de rester plus proches de leur famille ou de retarder leurs projets de déménagement pour des études ou un emploi à l'étranger. L'impact économique de la pandémie, avec une réduction des opportunités d'emploi, a également pu inciter certains jeunes à chercher des opportunités ailleurs ou à réévaluer leurs priorités en matière d'éducation et d'emploi.

En ce qui concerne le niveau éducatif des jeunes, on observe une augmentation préoccupante du pourcentage de jeunes âgés de 15 à 19 ans avec un bas niveau de formation, passant de 36,3 % en 2015 à 52,2 % en 2021. (Voir à la Figure 5 le détail de l'année 2021 sur la formation des jeunes de 15 à 19 ans) Cela pourrait refléter un manque d'infrastructures éducatives adaptées ou une insuffisance d'incitation à poursuivre des études au-delà de l'enseignement de base. Cette tendance peut également indiquer des difficultés à attirer et à retenir les jeunes dans le système éducatif local, en particulier au niveau secondaire supérieur.

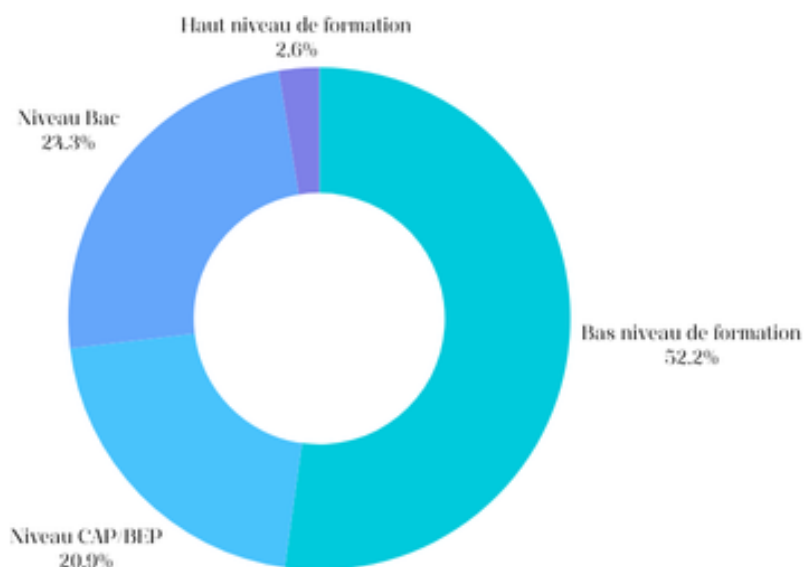


FIGURE 5

En revanche, pour les jeunes âgés de 20 à 24 ans, il y a une augmentation notable du nombre de ceux qui obtiennent un niveau Bac ou plus. Cela pourrait suggérer que bien que les jeunes de 15 à 19 ans soient confrontés à des obstacles, ceux qui poursuivent leurs études réussissent à obtenir des qualifications plus élevées, ce qui est un signe positif pour la mobilité sociale et les opportunités futures.

Toutefois, en comparant les données de Port-Jérôme-sur-Seine à celles de la Normandie et de la France métropolitaine, il apparaît que la proportion de jeunes avec un bas niveau de formation est plus élevée dans cette commune. Cela souligne un défi spécifique à Port-Jérôme-sur-Seine, qui pourrait être lié à des facteurs socio-économiques, une offre éducative insuffisante, ou un manque de soutien scolaire pour les jeunes. Ce constat appelle à un renforcement des initiatives locales visant à améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement afin de réduire cette disparité et d'encourager davantage de jeunes à poursuivre leurs études.

En ce qui concerne la taux d'activité des jeunes âgés de 15 à 24 ans, on observe une diminution générale de la taux d'activité et de l'emploi dans la commune, qui est bien en dessous des niveaux régionaux et nationaux. De plus, les taux d'activité et d'emploi des jeunes femmes sont systématiquement inférieurs à ceux des jeunes hommes, ce qui révèle

une disparité de genre persistante dans l'accès à l'emploi.

Quant aux jeunes demandeurs d'emploi, leur nombre est passé de 205 en 2014 à 140 en 2023, marquant une réduction notable. Cette diminution peut être attribuée à des politiques gouvernementales et locales, telles que le programme « Zéro Chômeur de Longue Durée », qui vise à réintégrer les personnes éloignées du marché du travail. Ces initiatives semblent avoir eu un impact positif et significatif sur la réduction du chômage des jeunes.

Cette baisse du chômage a également eu des répercussions sur le nombre de jeunes allocataires de la CAF, qui a également diminué. Cela peut indiquer une amélioration de la situation économique des jeunes, avec une plus grande proportion d'entre eux réintégrant le marché de l'emploi et n'ayant plus besoin de recourir à des allocations sociales. Toutefois, cette tendance doit être surveillée pour s'assurer que l'accès à l'emploi continue à s'améliorer de manière équitable, en particulier pour les jeunes femmes, afin de combler les disparités observées.

3.3.5 Les ménages sans enfant

En termes généraux, la proportion de personnes seules à Port-Jérôme-sur-Seine a augmenté comme il est montré dans la Figure 6, passant de 25,6 % en 2010 à 29,7 % en 2021. En revanche, les couples sans enfants ont diminué de 2 points sur la même période. Pour mieux comprendre les raisons de cette évolution, une analyse du niveau de vie de cette population a été réalisée.



FIGURE 6

Les revenus des couples sans enfants ont augmenté au cours de la période étudiée, aussi bien pour le premier que pour le neuvième décile. Toutefois, la différence entre ces deux déciles reste significative, ce qui suggère que l'augmentation des revenus des ménages du premier décile n'a pas permis une amélioration substantielle de leur qualité de vie, contrairement à ceux du neuvième décile, qui bénéficient davantage de la hausse des revenus.

En ce qui concerne le niveau de vie des personnes seules, il est essentiel de distinguer entre les hommes et les femmes. Les données montrent que les hommes vivant seuls gagnent systématiquement plus que les femmes vivant seules dans tous les déciles. En particulier,

les revenus des femmes ont augmenté de manière considérable durant la période étudiée, alors que l'augmentation des revenus des hommes a été plus modeste. Cela suggère que, bien que les femmes aient vu une amélioration de leurs revenus, elles partent d'une base plus faible, et les disparités salariales entre les sexes persistent.

Cette situation met en lumière la nécessité de prendre en compte ces différences lors de l'élaboration de politiques visant à réduire les inégalités de revenus et à améliorer le niveau de vie des personnes seules, en particulier pour les femmes.

3.3.6 Les seniors

La part des personnes âgées de 60 à 74 ans à Port-Jérôme-sur-Seine a connu une augmentation notable. Comme il est montré dans la Figure 7 passant de 15,0 % en 2015 à 17,3 % en 2021. Cette croissance s'explique principalement par le vieillissement de la population, notamment avec la génération des baby-boomers atteignant cet âge. En revanche, la part des personnes âgées de 75 à 84 ans a diminué, passant de 7,0 % à 5,7 % sur la même période. Cette baisse pourrait être liée à des facteurs tels que la mortalité ou la migration vers des zones offrant de meilleurs services pour les personnes âgées.

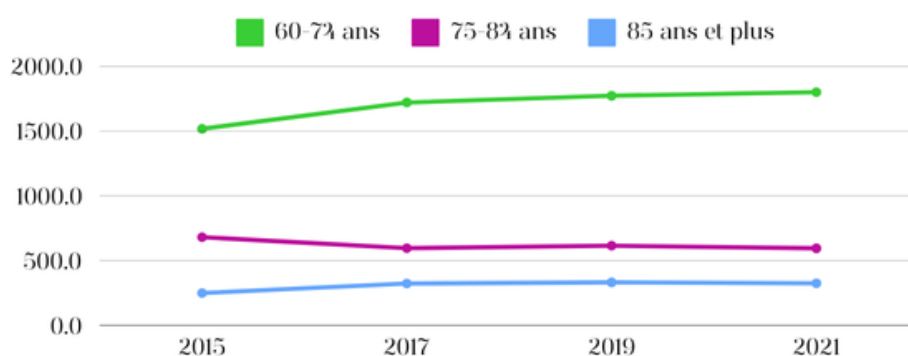


FIGURE 7

La part des personnes âgées de 85 ans et plus est restée relativement stable, oscillant entre 3,0 % et 3,2 % au cours de cette période. Si l'on adopte une perspective historique, la proportion de personnes âgées de 75 ans et plus a presque triplé, passant de 3,7 % à 8,9 %. Toutefois, il est important de souligner que le pourcentage de cette population reste inférieur à celui observé au niveau régional et national. En ce qui concerne la population très âgée, les personnes de plus de 85 ans dans la commune ont augmenté de manière significative entre 2015 et 2021, avec un taux de 30,5 %.

En matière d'isolement, la proportion de personnes de plus de 80 ans vivant seules à Port-Jérôme-sur-Seine a également augmenté depuis 2010, contrairement aux tendances observées au niveau régional et national, où cette population a diminué. De plus, le pourcentage de personnes âgées vivant seules dans la commune est nettement plus élevé que dans la région et même au niveau national, ce qui pourrait soulever des préoccupations quant à leur qualité de vie et à leur accès aux services de soutien.

Sur le plan financier, les revenus médians des personnes âgées de 60 à 74 ans ont augmenté de manière significative entre 2015 et 2021, passant de 24 096 € à 26 420 €. Cependant, une baisse notable a été observée en 2019, lorsque le revenu médian est tombé à 15 220 €, ce qui pourrait refléter des fluctuations économiques ou des changements dans les prestations sociales. Pour les personnes âgées de 75 ans et plus, les revenus médians ont également augmenté, mais de manière moins marquée, passant de 22 060 € en 2015 à 22 680 € en 2021.

Concernant les facteurs influençant la qualité de vie des personnes âgées, l'amélioration des conditions de logement a joué un rôle clé. En particulier, la diminution des logements sans ascenseur a amélioré le quotidien de la population âgée, leur offrant un meilleur accès et des conditions de vie plus adaptées à leurs besoins. Cette évolution souligne l'importance d'adapter les infrastructures locales pour répondre au vieillissement de la population.

3.3.7 Population fragiles

Un facteur clé pour évaluer la fragilité de la population est de connaître le niveau de vie général, exprimé en termes monétaires. Tout d'abord, la médiane des revenus dans la commune a augmenté de 7,6 % entre 2015 et 2021. Concernant la pauvreté, les taux de seuils de 40 %, 50 % et 60 % des revenus déclarés n'ont pas varié de manière significative comme il est montré dans le Tableau 2. En particulier, la taux de 50 % est resté inchangé pendant cette période. La stabilité de l'intensité des bas revenus, autour de 0,3, avec une légère hausse en 2017, peut être liée à des facteurs économiques tels que la croissance des revenus et les politiques de redistribution. En 2021, la taux de pauvreté, mesurée au seuil de 60 %, atteignait 19 % de la population totale de la commune.

Année	Tx seuil 40 % des revenus déclarés	Tx seuil 50 % des revenus déclarés	Tx seuil 60 % des revenus déclarés	Médiane sur la sous-pop à bas revenus sous le seuil 60 %	Intensité des bas revenus au seuil 60 %
2021	10	14	19	9 090	0,3
2019	9	14	20	8 930	0,3
2017	10	14	20	8 510	0,3
2015	9	14	19	8 526	0,3

TABLEAU 2 – Données sur les revenus déclarés

En ce qui concerne les revenus disponibles, les salaires représentaient plus de 70 % des revenus, tandis que les prestations sociales représentaient environ 5,5 %, atteignant précisément 5,7 % en 2021. De plus, on observe une augmentation du nombre de bénéficiaires de la prime d'activité, passant de 627 en 2020 à 663 en 2022. Concernant les allocataires de minima sociaux, le taux de couverture de l'AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) à Port-Jérôme-sur-Seine a augmenté, passant de 6,9 % en 2019 à 9,0 % en 2022. Quant au taux de couverture RSA, il a fluctué, atteignant un maximum de 11,7 % en 2020 avant de

diminuer à 10,7 % en 2022. À l'échelle nationale, ces tendances sont inverses : le taux de couverture de l'AAH est plus faible et a diminué entre 2019 et 2022, tandis que celui du RSA a légèrement augmenté au niveau national.

Dans le domaine de la santé, la situation dans la commune est préoccupante, notamment en raison du manque de services de santé et de l'absence de progrès. En 2020, il n'y avait ni sage-femme ni orthophoniste, une situation qui est restée inchangée en 2024 comme il est montré dans la Figure 8. Le nombre de médecins généralistes, qui était de 5 en 2020, est passé à 8 en 2024, ce qui reste insuffisant pour une commune de 10 433 habitants en 2022.

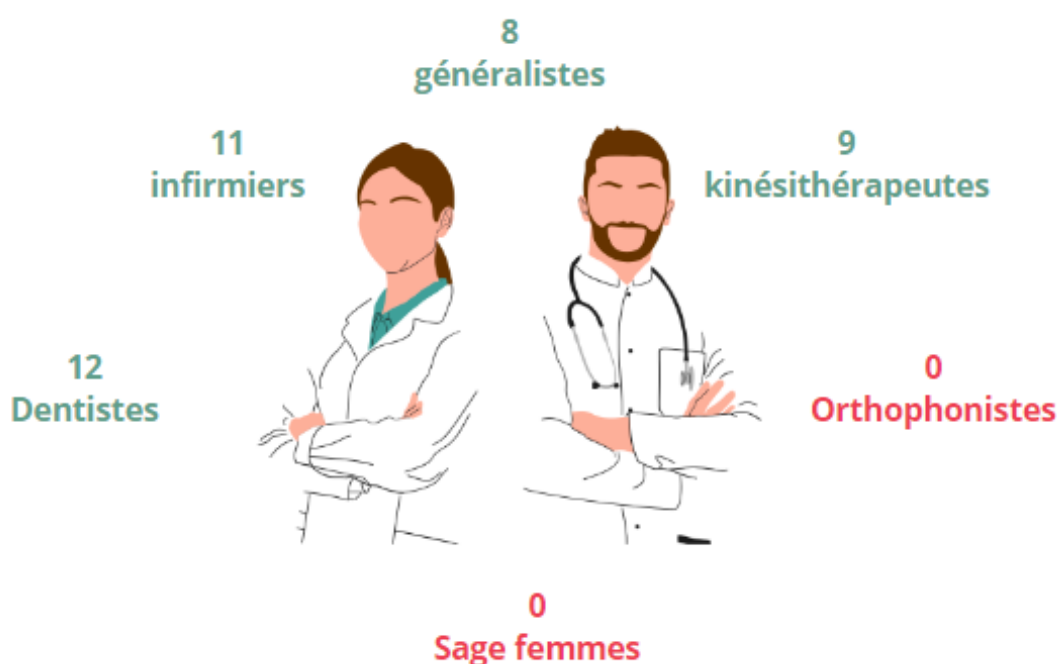


FIGURE 8

Face à ces défis, les autorités ont mis en place un plan d'action sociale par le biais du CCAS pour améliorer la situation des populations vulnérables, notamment les personnes âgées et celles à faibles revenus, comme les familles monoparentales. Cette initiative s'est concrétisée par l'obtention du label "Ville Amie des Aînés", témoignant de l'effort de la commune pour améliorer la qualité de vie des personnes âgées.

3.3.8 Les acteurs économiques

Population active

Il est essentiel de commencer par analyser la situation de l'emploi dans la commune, en partant d'un examen approfondi de la population active. Entre 2015 et 2021, on observe

une légère diminution du nombre d'actifs âgés de 15 à 64 ans, passant de 4 461 en 2015 à 4 552 en 2021. Parallèlement, l'augmentation du nombre de personnes en emploi, de 3 827 à 3 942, suggère une meilleure intégration des actifs sur le marché du travail. Cependant, en pourcentage, le taux d'emploi a en réalité diminué au cours de cette période, malgré l'augmentation absolue du nombre d'emplois. Cela pourrait refléter un décalage entre l'offre et la demande d'emploi ou des secteurs en difficulté dans la commune.

En ce qui concerne la répartition des actifs par secteur, on note une baisse notable du nombre de salariés dans l'industrie, passant de 1 096 en 2015 à 965 en 2021. Cette diminution peut s'expliquer par une automatisation accrue ou par la délocalisation de certaines activités, réduisant ainsi la demande de main-d'œuvre locale dans ce secteur clé. En revanche, le commerce et l'administration ont enregistré une légère augmentation du nombre de salariés, reflétant peut-être une adaptation à une économie de services ou un besoin accru de services publics.

Le nombre de non-salariés a également connu des variations, notamment dans le secteur agricole, où il est passé de 40 à 29. Cette diminution pourrait être liée à la concentration des exploitations agricoles ou au vieillissement de la population active dans ce secteur, affectant ainsi la capacité de la commune à maintenir une activité agricole dynamique.

Il est aussi important de noter que les secteurs de l'industrie et du commerce sont ceux où le nombre de non-salariés est le plus élevé, bien que ces secteurs aient montré une tendance à la baisse au cours de la période étudiée. Cette évolution pose des questions sur la pérennité de ces activités et sur la capacité de la commune à maintenir une diversité de secteurs actifs, notamment ceux qui soutiennent l'entrepreneuriat et le travail indépendant.

En ce qui concerne les actifs en CDI à temps plein Comme il est montré dans la Figure 9, on observe que la population masculine dans cette situation est nettement plus élevée que la population féminine. Bien que le pourcentage d'hommes en CDI à temps plein soit resté relativement stable, passant de 84,6 % en 2015 à 81,2 % en 2021, cette stabilité cache une réalité potentiellement préoccupante. La légère diminution du nombre absolu d'hommes en CDI pourrait indiquer une tendance vers une plus grande flexibilité du marché du travail, où les CDI traditionnels sont progressivement remplacés par des formes d'emploi plus précaires.

En revanche, la baisse significative de la proportion de femmes en CDI à temps plein, qui passe de 81,1 % en 2015 à 58,0 % en 2021, est alarmante. Cette chute témoigne d'une précarisation croissante de l'emploi féminin, probablement due à des obstacles structurels, tels que des responsabilités familiales, une discrimination persistante ou des conditions de travail moins favorables pour les femmes. La baisse rapide de ce pourcentage met en lumière une dégradation des conditions de travail des femmes dans la commune, alors que le marché du travail semble évoluer vers des formes d'emploi moins stables pour elles.

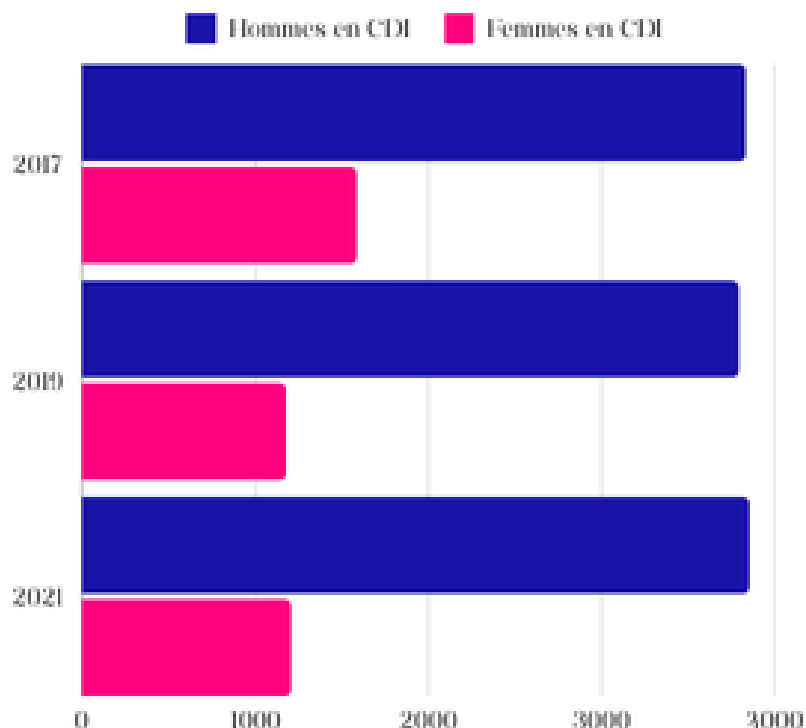


FIGURE 9

Comparée aux tendances régionales et nationales, Port-Jérôme-sur-Seine présente une divergence marquée entre les hommes et les femmes. Alors que la Normandie et la France montrent des écarts relativement stables entre les genres, la commune se distingue par une détérioration plus rapide des conditions de travail féminines. Cette situation pose des défis importants pour l'égalité professionnelle et la lutte contre la précarité dans la région, nécessitant une attention particulière des décideurs locaux pour rééquilibrer les opportunités d'emploi et les conditions de travail entre les sexes.

Par ailleurs, à Port-Jérôme-sur-Seine, le pourcentage de femmes salariées à temps partiel est resté stable autour de 11,2 % entre 2015 et 2021, un chiffre nettement inférieur aux moyennes de la Normandie (14,7 % en 2021) et de la France métropolitaine (14,2 % en 2021). Cette stabilité peut indiquer une forme de résistance locale aux tendances nationales concernant l'emploi à temps partiel. Cependant, le fait que ce taux soit bien en dessous des moyennes régionales et nationales soulève des questions sur les dynamiques locales du travail féminin, notamment en ce qui concerne l'accès aux postes à temps plein.

De plus, le pourcentage de femmes salariées dans la tranche d'âge des 25-54 ans reste stable, autour de 29,5 % en 2021, une proportion bien inférieure aux chiffres régionaux et nationaux, où les taux avoisinent les 44 %. Cette sous-représentation des femmes salariées dans cette tranche d'âge à Port-Jérôme-sur-Seine suggère que des facteurs structurels ou culturels locaux pourraient limiter l'accès des femmes à l'emploi dans cette commune. Comparée à la Normandie et à la France, la commune présente un écart notable tant dans

la proportion de femmes salariées que dans celle des emplois à temps partiel.

En ce qui concerne les contrats précaires, il est essentiel de souligner que ces contrats incluent des postes dont la durée est limitée ou non définie, tels que les emplois temporaires, les CDD (contrats à durée déterminée), les travailleurs saisonniers, ou encore les vacataires. Entre 2015 et 2021, le nombre de salariés en contrat précaire à Port-Jérôme-sur-Seine a augmenté de façon significative, passant de 659 (9,8 %) en 2015 à 827 (12,1 %) en 2021, soit une augmentation de 25,5 %. Cette croissance rapide est bien plus marquée que la tendance observée en Normandie et au niveau national.

Bien que le taux de contrats précaires à Port-Jérôme-sur-Seine soit similaire à la moyenne régionale et nationale en 2021 (autour de 12 %), l'évolution sur la période 2015-2021 montre une dynamique plus préoccupante localement. Alors que la part des contrats précaires est restée relativement stable en Normandie et en France, Port-Jérôme-sur-Seine a connu une augmentation significative, ce qui pourrait indiquer une précarisation croissante du marché du travail dans cette commune. Cette tendance pose des défis quant à la stabilité des emplois et à l'avenir économique de la région, nécessitant une réflexion approfondie sur les politiques locales d'emploi pour freiner cette évolution.

Entre le quatrième trimestre 2014 et le quatrième trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi à Port-Jérôme-sur-Seine a diminué, passant de 895 à 815, marquant une baisse globale malgré des fluctuations intermédiaires. Bien que cette réduction soit positive, elle est moins prononcée comparée aux tendances observées en Normandie et en France métropolitaine. En Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi a chuté de manière plus significative, passant de 277 590 en 2014 à 247 110 en 2023, indiquant une amélioration plus marquée du marché du travail dans la région. De même, à l'échelle nationale, la France métropolitaine a connu une réduction encore plus notable, témoignant d'une dynamique de reprise économique plus forte.

La légère hausse des demandeurs d'emploi observée à Port-Jérôme-sur-Seine entre 2014 et 2017, suivie d'une baisse progressive, peut être attribuée à des cycles économiques locaux, spécifiques à la commune. Ces variations pourraient être le reflet de restructurations industrielles ou de changements dans les secteurs d'activité clés de la région, tels que l'industrie pétrochimique. De plus, des initiatives locales comme le projet Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ont sans doute contribué à cette baisse, en réintégrant des personnes éloignées du marché du travail dans des emplois durables.

Cependant, bien que ces initiatives aient eu un impact positif, la diminution modérée du nombre de demandeurs d'emploi à Port-Jérôme-sur-Seine souligne la nécessité de poursuivre les efforts pour stimuler l'économie locale et renforcer les politiques d'emploi, afin de suivre le rythme de la baisse observée au niveau régional et national.

Entre 2015 et 2021, les salaires à Port-Jérôme-sur-Seine ont enregistré une légère augmentation à tous les niveaux, que ce soit pour le premier décile, la médiane ou le neuvième décile. Cette hausse salariale, bien qu'encourageante, n'a pas été suffisante pour réduire de manière significative le taux de pauvreté, qui est passé de 19 % en 2015 à 18 % en 2021. Bien que ce recul du taux de pauvreté soit marginal, il témoigne d'une lutte continue contre

les inégalités, mais les efforts déployés restent insuffisants pour transformer durablement la situation des plus vulnérables.

Les indemnités de chômage révèlent une grande disparité entre les différents niveaux de revenus. Entre 2015 et 2021, on observe une augmentation notable des indemnités médianes et du neuvième décile, ce qui signifie que certains chômeurs ont vu leurs allocations s'améliorer. Cependant, cette amélioration ne se traduit pas par une réduction de la pauvreté chez les demandeurs d'emploi les plus précaires. Le premier décile des indemnités de chômage, bien qu'ayant également augmenté en 2021, reste faible et insuffisant pour permettre aux chômeurs les plus vulnérables de sortir de la précarité.

Ces chiffres révèlent que, malgré une certaine progression au niveau des salaires et des indemnités pour une partie de la population, les plus bas revenus continuent de faire face à des conditions économiques difficiles, avec un impact limité sur la réduction de la pauvreté. Cela souligne la nécessité de politiques sociales et économiques plus ciblées, qui puissent mieux soutenir les ménages les plus fragiles et permettre une redistribution plus équitable des richesses au sein de la commune.

Les entreprises

Entre 2015 et 2021, le nombre d'entreprises à Port-Jérôme-sur-Seine a fortement diminué, passant de 502 à 240. Cette réduction est en grande partie due à une baisse significative des entreprises sans salariés entre 2015 et 2017, ce qui a contribué à la contraction du tissu entrepreneurial de la commune. Cependant, depuis 2017, un léger regain a été observé, indiquant une certaine stabilisation. Cette diminution pourrait également refléter un assainissement du paysage entrepreneurial, où seules les entreprises opérationnelles et créatrices d'emplois sont restées actives, marquant ainsi un ajustement naturel du marché local.

Dans ce contexte, le secteur du commerce, des transports et des services divers demeure prépondérant, représentant environ 65 % des entreprises en 2021. Cette concentration sectorielle expose néanmoins l'économie locale à une vulnérabilité accrue en cas de crise affectant ces secteurs. En outre, les petites entreprises, comptant de 1 à 9 salariés, prédominent, limitant ainsi la capacité de la commune à générer une croissance économique plus robuste et des emplois stables. Bien que les grandes entreprises soient moins nombreuses, leur nombre est resté constant, ce qui montre une certaine résilience des grandes structures.

Dans le secteur industriel, le nombre d'entreprises est demeuré quasiment stable, passant de 31 à 30 entre 2017 et 2021, ce qui témoigne d'une stabilité de ce secteur malgré les fluctuations économiques globales. Le secteur administratif a, quant à lui, montré une légère progression, avec une augmentation de 26 à 29 entreprises sur la même période, soulignant une croissance modérée dans les services administratifs. Cette stabilité industrielle, combinée à une légère croissance dans l'administration, pourrait indiquer une adaptation progressive aux nouveaux défis économiques tout en préservant une structure entrepreneuriale locale.

Entre 2015 et 2021, la structure de l'emploi à Port-Jérôme-sur-Seine est restée relativement stable, avec une légère augmentation du nombre total de salariés, passant de 5 174 en 2015 à 5 353 en 2021. En termes de pourcentage, cette évolution a été presque invariable, passant

de 53,4 % en 2015 à 53 % en 2021. Cette constance témoigne d'une situation économique stable dans la commune, malgré les fluctuations économiques observées à l'échelle nationale.

Il est important de noter que la majorité des salariés de la commune sont employés dans des grandes entreprises, ce qui reflète la prépondérance du secteur industriel à Port-Jérôme-sur-Seine. Cette structure d'emploi, dominée par l'industrie, souligne la continuité de ce secteur au fil des années, assurant une base stable pour l'économie locale.

En ce qui concerne le commerce, les petites entreprises, souvent familiales ou bien implantées localement, prédominent. Cela reflète un véritable esprit entrepreneurial au sein de la communauté, et ce secteur offre un potentiel intéressant pour développer une offre innovante et diversifiée. Cette dynamique pourrait être exploitée pour stimuler davantage l'économie locale et attirer de nouveaux entrepreneurs.

À l'inverse, le secteur de l'administration se distingue par une concentration plus importante de salariés dans les grandes entreprises (plus de 100 salariés), ce qui souligne la diversité des structures économiques de la commune. Cette diversité offre des opportunités d'emploi variées, allant des postes dans les petites structures commerciales aux positions plus stables dans les grandes entreprises administratives, contribuant ainsi à un équilibre dans le marché de l'emploi local.

En termes d'économie locale, il est essentiel de distinguer deux sphères : la sphère productive et la sphère présentielle. La sphère productive regroupe les activités tournées vers la production de biens et services destinés à l'extérieur, telles que l'industrie et la construction, qui génèrent des revenus en dehors du territoire. En revanche, la sphère présentielle se concentre sur les activités consommées localement, comme le commerce, la santé et les services, et dépend principalement du nombre d'habitants et de leur pouvoir d'achat.

Entre 2015 et 2021, le nombre total d'établissements à Port-Jérôme-sur-Seine a chuté de manière significative, passant de 502 à 240, ce qui représente une réduction notable. Cependant, le nombre de postes salariés est resté relativement stable, autour de 5 300, confirmant les conclusions précédentes sur la disparition d'entreprises sans salariés.

La sphère productive comme il est montré dans la Figure 10 a représenté environ 71 à 74 % des postes salariés tout au long de la période. Cette stabilité montre que l'économie locale demeure largement orientée vers des activités productives, malgré une légère baisse du nombre de postes, passant de 3 817 en 2015 à 3 824 en 2021.

De l'autre côté, la sphère présentielle a légèrement augmenté en termes de nombre d'établissements mais reste stable en ce qui concerne les postes salariés, passant de 1 357 postes en 2015 à 1 529 en 2021. Bien que ces établissements représentent une majorité en nombre, ils restent minoritaire en termes de postes salariés, ce qui souligne l'importance de la sphère productive dans la dynamique économique locale.

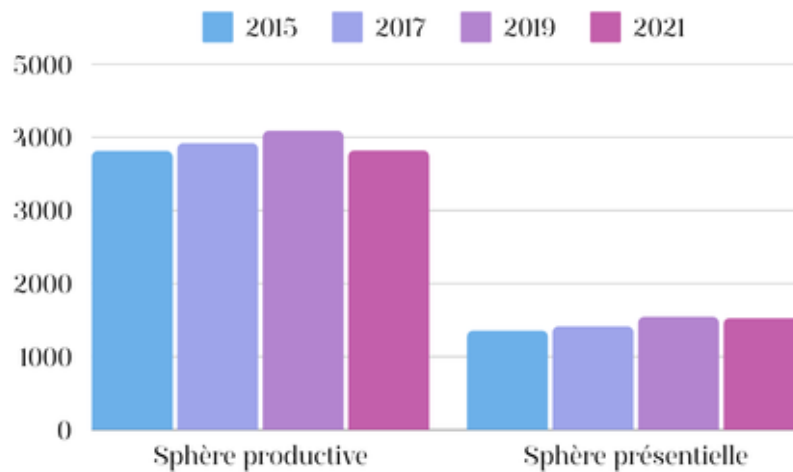


FIGURE 10

En ce qui concerne les établissements actifs employeurs par secteur d'activité, le secteur du commerce (Comme l'illustre la Figure 11 correspondant à l'année 2021), des transports et des services divers reste prédominant, représentant environ 65-66 % de l'économie locale tout au long de la période étudiée. Cette domination reflète la forte demande locale pour ces services, soutenue par la population résidente.

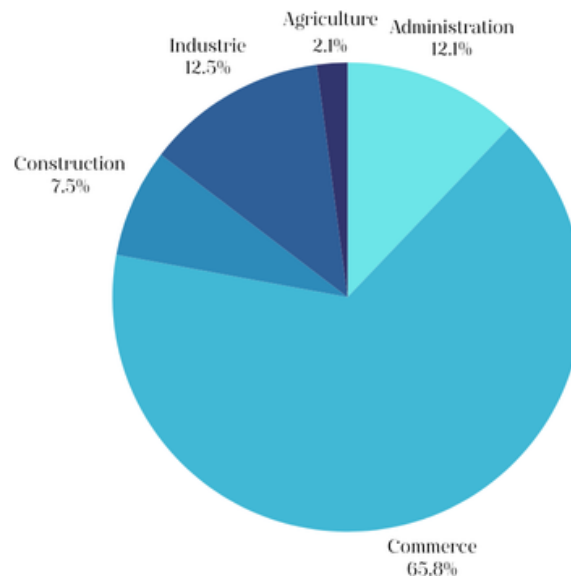


FIGURE 11

Le secteur de la construction a montré une légère croissance, passant de 6,4 % en 2015 à 7,5 % en 2021. Bien que modeste, cette progression pourrait indiquer un investissement local accru, probablement en réponse à une demande croissante en infrastructures ou en

logements, suggérant un dynamisme local en termes de projets de construction.

L'industrie a connu des fluctuations au cours de cette période. Elle a d'abord progressé, passant de 8,6 % en 2015 à 14,7 % en 2017, avant de redescendre à 12,5 % en 2021. Ces variations pourraient être liées à des cycles économiques ou à des changements dans la structure industrielle de la commune, influencés par des facteurs externes tels que la demande mondiale et les politiques locales.

Quant au secteur agricole, bien que marginal, il a subi un déclin significatif, passant de 4,2 % en 2015 à 2,1 % en 2021. Cette baisse peut être attribuée à la réduction des exploitations agricoles ou à une transition vers d'autres secteurs d'activité économique, comme l'industrie ou les services.

En ce qui concerne la taille des établissements à Port-Jérôme-sur-Seine, on observe une nette évolution au cours de la période 2015-2021. La part des établissements employant 50 salariés ou plus a plus que doublé, passant de 3,8 % en 2015 à 8,3 % en 2021. Cette croissance indique une concentration accrue de l'emploi dans des structures plus importantes, possiblement en raison de fusions, d'acquisitions, ou encore de la croissance organique des entreprises déjà établies. Ce phénomène peut également traduire une spécialisation accrue dans des secteurs nécessitant une main-d'œuvre plus importante.

Les établissements employant entre 20 et 49 salariés ont également connu une légère progression, leur part augmentant de 5,0 % en 2015 à 8,8 % en 2021. Cela pourrait indiquer une certaine stabilisation dans la création de PME locales, capables de soutenir une croissance modérée tout en maintenant une structure à taille humaine.

Par ailleurs, la part des établissements employant 1 à 9 salariés a légèrement diminué, passant de 69,5 % en 2019 à 67,5 % en 2021, ce qui suggère une légère réduction des très petites entreprises ou une tendance vers une croissance modérée de ces structures.

Enfin, la chute drastique de la part des établissements sans salariés, passant de 59,2 % en 2015 à 8,3 % en 2021, reflète un changement important dans l'économie locale. Cette diminution pourrait être attribuée à une réduction du nombre d'auto-entrepreneurs ou de micro-entreprises opérant sans employés, ou encore à une transition vers des structures employant au moins un salarié. Ce changement marque un tournant dans la structure entrepreneuriale de la commune, où les entreprises sans salariés cèdent de plus en plus la place à des structures formelles employant du personnel, contribuant ainsi à la dynamique économique locale.

En 2022, 84,1 % des 69 entreprises créées à Port-Jérôme-sur-Seine étaient des entreprises individuelles, ce qui reflète une forte dynamique entrepreneuriale principalement orientée vers la création de micro-entreprises. Cette tendance est souvent le résultat d'initiatives personnelles ou de projets de petite envergure, traduisant une motivation locale pour l'auto-entrepreneuriat.

Les secteurs les plus dynamiques en termes de création d'entreprises sont le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration, qui représentent 29 % des nouvelles entreprises, ainsi que les activités spécialisées, scientifiques et techniques, et les services admi-

nistratifs, avec 23,2 %. Cette prédominance du commerce et des services met en évidence une demande locale importante, notamment pour les services spécialisés, et un rôle central dans l'activité économique de la commune.

Cependant, certains secteurs comme les activités financières et d'assurance n'ont vu aucune création d'entreprise en 2022, ce qui pourrait refléter un manque d'attractivité ou une faible demande pour ces services spécifiques à Port-Jérôme-sur-Seine. Cette situation pourrait être le signe d'une économie locale plus orientée vers les services de proximité et les besoins immédiats des habitants, plutôt que vers des secteurs financiers ou d'assurance.

En termes généraux, le nombre de créations d'entreprises a presque doublé en dix ans, ce qui démontre un environnement local de plus en plus favorable à l'entrepreneuriat. La prédominance des entreprises individuelles, qui constituent la majorité des nouvelles créations, reflète une économie locale fortement orientée vers l'initiative individuelle. Cela souligne l'importance des micro-entrepreneurs dans le tissu économique de Port-Jérôme-sur-Seine, où les projets personnels et initiatives à petite échelle semblent jouer un rôle central dans la dynamique économique locale.

Compte tenu des caractéristiques sociodémographiques et économiques de la population de Port-Jérôme-sur-Seine, notamment la précarité de l'emploi chez les femmes, le manque de services d'éducation supérieure et la lutte contre le chômage, ainsi que la forte présence de petites entreprises locales, le projet "Territoire Zéro Chômage de Longue Durée" a été mis en œuvre. Ce projet innovant vise à créer des emplois durables pour les personnes les plus éloignées du marché du travail, leur offrant ainsi des opportunités de réinsertion professionnelle.

Promu par la commune avec le soutien du CCAS et de la Mission Bien Vivre Ensemble, le projet a permis d'identifier environ 300 personnes en situation de chômage de longue durée. Ces personnes vulnérables bénéficient non seulement de nouveaux emplois, mais aussi de formations adaptées pour développer les compétences nécessaires à leur réinsertion dans le marché du travail classique. L'initiative met l'accent sur l'accompagnement personnalisé, en aidant ces individus à surmonter les obstacles qui les ont éloignés de l'emploi et de la politique sociale de la commune, tout en créant des emplois locaux innovants.

L'EBE (Entreprise à But d'Emploi) "La Source" propose des postes novateurs qui ne concurrencent pas les emplois existants, allant de la création d'une conserverie à la fourniture de services administratifs sur mesure, en passant par l'entretien de sépultures. Les participants commencent en tant que bénévoles, prenant part à des réunions et des ateliers de formation pour acquérir des compétences essentielles avant de devenir salariés. Ce parcours, soutenu par des professionnels du CCAS, permet de valoriser leurs forces et de travailler sur les points à améliorer, garantissant ainsi un accompagnement individualisé et une transition réussie vers une réintégration durable sur le marché du travail traditionnel.

3.3.9 Mobilité

L'analyse du réseau de transport public à Port-Jérôme-sur-Seine révèle des lacunes significatives qui impactent le quotidien des usagers. La ligne 21, qui relie les quartiers résidentiels

aux principales infrastructures, est particulièrement touchée par une faible fréquence. Avec seulement quatre départs par jour (8h30, 11h30, 13h30 et 16h30), le manque de flexibilité complique les déplacements des résidents, surtout en dehors des heures de pointe.

La ligne 22, quant à elle, assure les trajets intercommunaux, mais ses horaires restreints (08h47, 11h47, 13h47 et 16h47) ne répondent pas aux besoins des travailleurs aux horaires décalés. Ce manque d'accessibilité limite l'accès au travail et aux services quotidiens. De même, la ligne 23, desservant les zones industrielles, propose des horaires contraignants (09h10, 12h10, 14h10, 17h33 et 17h50), ce qui restreint la flexibilité des déplacements des employés de ces secteurs.

Le Transport à la Demande, qui vise à compenser les lacunes du réseau, offre une certaine flexibilité aux résidents des zones mal desservies. Cependant, ce service reste limité et n'est pas une solution viable pour tous, notamment pour les trajets réguliers. Cette situation souligne davantage les faiblesses du réseau de transport public.

Face à ces insuffisances, le covoiturage s'impose comme une solution alternative de plus en plus populaire dans la commune. Ce mode de transport s'avère essentiel dans un contexte où les transports publics ne peuvent pas répondre pleinement à la demande. Cependant, cette dépendance montre également les limites du réseau actuel de bus.

Par ailleurs, l'introduction de vélos à assistance électrique (VAE) constitue une avancée positive vers une mobilité plus durable. En 2023, 35 vélos électriques ont été mis à disposition des habitants. Malgré cette initiative encourageante, le réseau de pistes cyclables demeure insuffisant, freinant ainsi le développement de cette alternative écologique. Pour que ces efforts soient pleinement efficaces, il est impératif de renforcer les infrastructures cyclables.

Ces limitations des transports publics expliquent la prédominance de l'usage de la voiture parmi les habitants de Port-Jérôme-sur-Seine. Cette dépendance à l'automobile, bien qu'adaptée aux besoins quotidiens des résidents, pourrait avoir des répercussions environnementales et affecter la qualité de vie. Un réexamen des politiques de transport s'impose donc pour mieux répondre aux attentes de la population et promouvoir des solutions plus durables.

La forte augmentation du nombre d'actifs résidant à Port-Jérôme-sur-Seine mais travaillant hors de la commune, passant de 51,5 % en 2010 à 61,9 % en 2021, illustre une dépendance croissante aux opportunités d'emploi extérieures. Ce phénomène de migration pendulaire met en évidence le déséquilibre entre le nombre d'emplois locaux disponibles et le nombre de travailleurs résidant dans la commune.

Cette tendance, qui s'est intensifiée au fil des années, révèle les limites de l'économie locale à absorber une population active croissante. En effet, malgré un développement résidentiel notable, les créations d'emplois à Port-Jérôme-sur-Seine n'ont pas suivi le même rythme, forçant de plus en plus de résidents à chercher du travail dans des communes voisines.

Ce déséquilibre entraîne une pression accrue sur les infrastructures de transport, exacerbant les défis liés à la mobilité et aux déplacements quotidiens. La migration pendulaire pose

également des questions sur la durabilité de ce modèle, tant en termes de qualité de vie des résidents que de l'impact environnemental généré par ces déplacements fréquents.

La prédominance de la voiture comme principal moyen de transport pour se rendre au travail à Port-Jérôme-sur-Seine reste quasi inchangée, avec environ 89 % des actifs utilisant leur véhicule personnel comme il est montré dans le Tableau 3. Cette dépendance marquée souligne l'absence d'alternatives de transport efficaces et adaptées aux besoins des habitants.

La légère baisse de la marche à pied et de l'utilisation du vélo peut refléter un manque d'infrastructures adaptées, comme des pistes cyclables sécurisées ou des trottoirs praticables, ce qui décourage l'usage de ces modes de transport. Il est possible que cette tendance soit également influencée par la nature des déplacements pendulaires, souvent plus longs et nécessitant des modes de transport rapides.

En revanche, le faible recours aux transports en commun, limité à seulement 2,5 % en 2021, met en lumière les insuffisances des services publics de transport, en particulier des lignes de bus. Cette faible utilisation indique un besoin urgent de repenser et d'améliorer l'offre de transport collectif, tant en termes de fréquence que de couverture géographique, afin de réduire la dépendance à la voiture et d'encourager des alternatives plus durables.

Mode de transport	2021	2019	2017	2015
Pas de déplacement	3.4	3.1	3.1	3
Marche à pied (ou rollers, patinette)	3.5	3.4	3.4	5
Vélo (y compris à assistance électrique)	0.7	0.5	0.5	2.7
Deux-roues motorisé	1.1	1.1	1.1	-
Voiture, camion ou fourgonnette	88.8	89.1	89.1	86.8
Transports en commun	2.5	2.7	2.7	2.7

TABLEAU 3

4 Conclusion

En ce qui concerne l'analyse des données, Port-Jérôme-sur-Seine se distingue par une dynamique démographique, économique et sociale en constante évolution. Avec une population de 10 433 habitants en 2022, la commune, bien qu'encore jeune, présente une attractivité certaine, notamment pour les familles, comme en témoigne l'augmentation de 1,8 % de la population entre 2019 et 2022. Cette croissance est particulièrement marquée chez les moins de 14 ans, ce qui reflète l'arrivée de nouvelles familles. Toutefois, le départ des jeunes adultes vers d'autres territoires, à la recherche d'opportunités éducatives et professionnelles, souligne les limites actuelles de l'offre locale en matière d'éducation supérieure.

Sur le plan social, l'analyse révèle un contraste entre l'augmentation des ménages avec enfants et la précarité marquée des familles monoparentales, dont 45 % vivaient sous le seuil de pauvreté en 2021. Cette situation souligne l'importance de renforcer les politiques locales pour soutenir les familles vulnérables. En parallèle, la commune a su maintenir une forte proportion de propriétaires (61 %) et de logements de taille moyenne, répondant en partie aux besoins des familles avec enfants. Cependant, les défis liés au logement adapté pour les seniors et à l'accueil des enfants en bas âge restent d'actualité.

D'un point de vue économique, bien que l'emploi global soit resté relativement stable, la précarisation des contrats de travail, en particulier pour les femmes, illustre l'un des défis majeurs auxquels est confrontée la population active. Toutefois, une légère amélioration des revenus a été observée pour les hommes et les femmes. En ce qui concerne le chômage, le projet "Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée" apporte une perspective encourageante, offrant des solutions pour réintégrer les chômeurs de longue durée et répondre aux besoins d'emploi au niveau local.

Enfin, en termes de mobilité, la dépendance à la voiture reste élevée, avec près de 90 % des déplacements réalisés en véhicule personnel. Malgré l'introduction de solutions alternatives comme les vélos électriques, l'insuffisance des infrastructures de transport en commun et cyclables continue d'entraver la diversification des modes de déplacement. Cette situation, couplée à l'augmentation du nombre d'actifs travaillant hors de la commune, souligne la nécessité d'investir dans des solutions de mobilité plus adaptées et durables.

En ce qui concerne les défis, les compétences acquises et les réflexions, le premier défi auquel j'ai été confronté pendant mon stage a été la sélection des sources officielles. Il était essentiel de disposer de données fiables et précises, car la qualité du travail en dépendait directement. Cette étape a été cruciale, étant donné que l'analyse des thématiques abordées nécessitait des informations crédibles pour garantir un travail de qualité.

Le second défi majeur a concerné la disponibilité des données. Nous avions initialement prévu de collecter des données jusqu'en 2023, mais nous avons rapidement constaté que certaines sources, notamment celles issues du recensement de la population, n'étaient mises à jour que jusqu'en 2020. Cela a entraîné une pause dans le stage, car nous avons dû attendre la publication des données de 2021 pour pouvoir reprendre le travail.

Le troisième défi résidait dans l'analyse des données elles-mêmes. Il ne s'agissait pas seule-

ment de présenter les chiffres, mais de mener une analyse approfondie, en cherchant à comprendre les liens entre les différents indicateurs et à identifier les causes sous-jacentes des enjeux identifiés dans la commune.

En ce qui concerne les compétences développées, j'ai particulièrement renforcé ma capacité à analyser les données. J'ai appris à "faire parler les chiffres", c'est-à-dire à les interpréter en tenant compte du contexte et en explorant les causes et conséquences de chaque donnée. De plus, j'ai amélioré ma capacité à travailler de manière autonome, étant responsable de la collecte des données, une tâche essentielle pour atteindre les objectifs du projet.

Quant aux réflexions, bien que nous ayons réussi à élaborer un portrait statistique sur plusieurs thématiques, il n'a pas été possible de croiser en profondeur les différentes sources de données. Les données recueillies étant annuelles et limitées à quatre années (2015, 2017, 2019, 2021), il aurait été plus riche de disposer d'enquêtes directes auprès des ménages. Cela aurait permis de réaliser des analyses plus complexes, par exemple en croisant les informations entre les bases de données ou en appliquant des modèles économétriques pour prédire certains indicateurs ou mesurer l'impact de certaines variables. Malgré ces limites, ce stage a été extrêmement enrichissant pour moi, notamment en ce qui concerne ma découverte des différentes sources de données sociales et leurs limites.

Pour conclure, bien que le portrait statistique marque un point de départ important dans l'analyse des besoins sociaux de la commune, il serait pertinent de compléter ces données par des enquêtes auprès des habitants. Cela permettrait d'identifier plus précisément leurs besoins et d'ajuster les actions sociales menées par le CCAS, en impliquant activement la population dans ce processus d'analyse et d'amélioration des politiques sociales.

Bibliographie

Références

- [1] Collinet-Ourthe, M., & Carassus, D. (2019). *Analyse des besoins sociaux : Un bon diagnostic pour mieux piloter les politiques sociales*. ID efficience territoriale, 2016, 27. hal-02152534
- [2] Grand format. *ExxonMobil, 90 ans d'histoire dans la zone industrielle de Port-Jérôme : Et après ?* (2024, juillet 17). actu.fr. Disponible à l'adresse : https://actu.fr/normandie/port-jerome-sur-seine_76476/exxonmobil-90-ans-d-histoire-dans-la-zone-industrielle-de-port-jerome_61338982.html
- [3] INSEE. "Définitions - Famille." Insee.fr, 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1465>. Consulté le 12 septembre 2024.
- [4] INSEE. "Définitions - Ménage." Insee.fr, 2020. Disponible à l'adresse : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1879>. Consulté le 12 septembre 2024.
- [5] Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance. "L'économie sociale et solidaire." Économie.gouv.fr. Disponible à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-sociale-et-solidaire>. Consulté le 12 septembre 2024.
- [6] Réaliser une ABS (Analyse des Besoins Sociaux). (s/f). Ithéa. Récupéré le 13 septembre 2024, de <https://www.ithea-conseil.fr/analyse-des-besoins-sociaux/>
- [7] Soli'Seine. (s/f). *Port-Jérôme-sur-Seine*. Récupéré le 13 septembre 2024, de <https://pj2s.fr/vivre-a-pj2s/solidarites/soliseine/>

Annexes

Vous pouvez accéder au portarit statistique en cliquant sur le code QR suivant :

